

# Paris: Le 10 mai marche nationale de l'immigration

# SAISON TIÈNE

bimensuel pour un hebdo de l'immigration 6 mai 1980 N° 13 4F.

## TIZI OUZOU: la révolte de l'espoir

ДИВИДИМОСТИ



*Syri B. 10.*

# Tous des BABYLONNIENS

Hello, brother and sister

Je vous écris cette lettre, tout d'abord depuis la parution de votre journal, je l'achète chaque fois que je le vois dans un kiosque, car pour moi, c'est un journal qui est pur et qui crache la vérité et c'est sûr qu'il est fait pour nous les immigrés. Je souhaiterais que tous les immigrés le connaissent, de là, ils sauront leurs problèmes réels. D'autre part, excusez-moi pour les fautes car je ne suis pas fort en français. Voilà le but de ma lettre.

En tant que Rasta, je n'ai pas connu un journal en français qui traite bien sur le rastafarisme, ni le Best, ni le rock et folk. C'est tous des babyloniens, à cause d'eux, les Noirs qui sont là croient que le rastafarisme est une mode. Quant à moi, je voulais à travers votre journal mettre un article réel sur le rastafarisme plus ma photo et je vous l'envoie pour le publier et vous me dites d'avance combien ça coûtera et je vous enverrai la somme. Je compte sur vous, frères et sœurs. Je suis Rasta culturellement, politiquement et socialement. J'ai une Bible of Jah avec moi, je suis végétarien et je ne bois pas d'alcool. Je suis pour le Freedom of War for the third world. Je connais la Jamaïque et l'Abyssinie (Ethiopie). J'ai des locks (tresses et biologique). Je m'arrête ici, en espérant une réponse positive. Thanks.

Samba Amet (Marseille)



## Cruel réveil

Le rêve, notre monde à tous,  
Les rêves que nous pouvons faire  
Le temps de fermer les yeux  
L'espace d'un instant  
Et nous voilà transportés  
En un monde où le rêve est roi  
Et la réalité, intruse  
Ce moment est toujours merveilleux  
Mais le réveil nous rappelle  
Bien cruellement notre infortune  
La réalité est là, triste, mais là alors,  
Ne soyons pas déçus  
En nous apercevant de sa présence,  
Faisons lui face, dignement  
Même si elle ne répond pas à nos songes  
Ceux-ci partent avec le sommeil  
Mais la vérité reste.  
Elle nous fait accepter l'inévitable  
Notre destin tel qu'il est tracé  
Celui auquel nul ne peut échapper.

Fatiha

**sans frontière**

Administration - rédaction : 35 rue Stephenson  
75018 Paris. Tél. : 606 15 68.  
Rédaction régionale Midi : Marseille  
4 bis, Jean Trinquet. Tél. (91) 91 42 20.  
Directeur de publication : Khali Hamoud.  
Commission paritaire n° 61715.  
CCP n° 420900 F Paris.  
Diffusion : N.M.P.P.  
Imprimerie Voltaire Roto, 93 Montreuil.



## A l'ombre des hôtels de tourisme

16 avril : treize exécutions à l'ombre des hôtels de tourisme, dans la fournaise et la pauteur des bidonvilles. Je remets la révolution poétique à plus tard

Il me semble que des questions plus urgentes

Se posent à tous aujourd'hui  
Qu'importe camarade la langue de bois  
Que nous ont léguée les anciens colons  
Et dont nous usons jusque dans nos poèmes

D'amour et de haine  
Qu'importe le lot de nos compatriotes aveuglés qui veulent nous museler et nous jeter aux mains des colonisateurs présents

Qu'importe le sarcasme, le complot, la trahison, nous avons volé le feu de la bouche des Neruda, des Ripault et des Laâbi

Et nous faisons troupe sur la place des invaincus

Nous parlons aux forts l'anathème des faibles

Nous brandissons  
(oh ! tant pis, si nous ne formons et ne pouvons former qu'une petite légion)

Le flambeau inextinguible de la liberté  
Nous crachons au visage des académiciens et pissons sur l'usurpateur de notre culture

Nous bâtissons le ciel de demain.

Aziz

# 30 ans de prison pour 12 grammes de «H»

Bonjour,

J'ai pris connaissance de votre revue dans *Libé*... Je suis Français mais peu importe, je suis un homme qui comme vous lutte contre toutes les injustices et surtout celle qui me frappe. Je suis en prison en Turquie depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1977 parce que la police m'a trouvé en possession de douze grammes de H pour ma consommation personnelle. J'ai été condamné à trente ans de prison. Jugé sans avocat, sans interprète, sans que je puisse faire valoir mes droits. Je ne connais pas la date de ma libération. Seule la lutte peut me faire retrouver la liberté. Je te joins l'adresse de mon comité de soutien... Bien sûr, je ne peux pas compter recevoir de l'aide de la part de la diplomatie française. En trois ans, je n'ai reçu aucun soutien du gouvernement français. Quels torts ai-je faits aux hommes et à ce pays pour subir un tel châtement ? Mon cas est un flagrant délit des droits de l'homme.

De nombreuses démarches ont été faites par mon comité et par diverses organisations. M. Henri Noguères, président de la Ligue des droits de l'homme, est intervenu auprès des gouvernements français et turc. Comme toujours, des promesses sont faites mais jamais il ne se passe rien. Dans ma cellule, il y a vingt nationalités, il y a des gens en prison depuis huit ans ; en trois ans, j'ai vu sortir uniquement deux Arabes après dix-huit mois de prison, dix-huit mois de prison pour un milligramme de H, la fin d'un joint ramassé par terre par la police.

Alors que la drogue circule dans toutes les villes du pays. D'après les Turcs, ils ne sont pas responsables de l'injustice qui frappe des centaines d'étrangers en prison en Turquie pris en possession de dope. Paraît-il que le gouvernement américain donne de l'argent au gouvernement turc pour chaque personne mise en prison.

En publiant un article dans ta revue, l'aide que tu peux apporter n'est pas seulement pour moi, la quantité d'étrangers en prison en Turquie est grande. Nous savons tous que notre problème est politique et que l'aide ne peut venir que de l'extérieur grâce à une campagne de presse, il faut trouver une solution à ce problème.

Si tu désires des informations, fais-le moi savoir, les lettres ne sont pas censurées.

Pourrais-tu me mettre en contact avec des revues, journaux et des organisations qui pourraient éventuellement intervenir. Si tu publies quelque chose, j'aimerais recevoir la revue des publications pour la montrer à tous les prisonniers ; dans ma cellule, nous sommes quatre vingt-dix, presque tous pour la dope. J'espère ne pas être déçu de t'avoir écrit et j'attends avec impatience le résultat de ton action. J'ai l'espoir qu'on trouvera une solution par la lutte. Mes amitiés à tous.

Francis Lamaignère



Photo Senem Abdelhak

## ABONNEMENT SANS FRONTIERE

SOUSCRIPTION A L'ORDRE DE SANS FRONTIERE

35 R. STEPHENSON 75018 PARIS

3 MOIS : 40 F    6 MOIS : 80 F    12 MOIS : 160 F  
ABONNEMENT DE SOUTIEN A PARTIR DE 250 F

CCP 4209.OOF  
PARIS

NOM : .....  
CODE POSTAL : .....  
VILLE : .....

CHEQUE BANCAIRE     CCP

JE DESIRE AVOIR UN SPECIMEN  
ET J'ENVOIE 3 TIMBRES A 1,30 f  
 JE DESIRE ABONNER DEUX AMIS  
 JE DESIRE ETRE DIFFUSEUR

SANS FRONTIERE    75018  
35, RUE STEPHENSON    PARIS  
CCP 4209.OOF PARIS

NOM : .....  
PRENOM : .....  
ADRESSE : .....  
CODE POSTAL : .....  
VILLE : .....

SANS FRONTIERE    75018  
35, RUE STEPHENSON    PARIS  
CCP 4209.OOF PARIS

NOM : .....  
PRENOM : .....  
ADRESSE : .....  
CODE POSTAL : .....  
VILLE : .....

# METRO :

## Ils auront 2800 fr en 1982



La longue grève des nettoyeurs du métro a pris fin par une victoire, disent les délégués C.F.D.T., par un abandon de la revendication initiale, affirme la C.G.T., dans un tract distribué à l'assemblée générale du 1er mai. Les travailleurs immigrés, réunis ce jour-là à la

Bourse du Travail, devaient se prononcer sur l'ultime négociation entreprise avec la R.A.T.P. et les patrons des boîtes de nettoyage. D'une extrême discrétion, ces patrons ont « passé la balle » à la R.A.T.P. qui s'était « planquée » de longs jours derrière son dé-

ficat, pour refuser toute négociation avec les grévistes avant d'accepter une garantie de l'emploi et l'ouverture des douches aux « sous-hommes » du métro. Il a fallu 39 jours de grève pour que la direction de la R.A.T.P. entr'ouvre ses portes aux travailleurs im-

migrés. Du côté gouvernemental et patronal, personne n'a osé contester le bien fondé des revendications des nettoyeurs. Tout le monde a implicitement et même explicitement reconnu la légitimité de cette grève, allant jusqu'à dire, pour certains, que si des Français devaient travailler dans le métro, il faudrait les payer au moins 4 500 francs par mois. Oui, 4 500 francs si les nettoyeurs du métro étaient Français. Cela rappelle les contes et légendes d'autrefois parce qu'ils sont immigrés, ils n'auront même pas les 2 800 francs qu'ils réclament, mais il semble qu'ils les auront d'ici quelques mois. C'est ce qui explique que l'un des leaders de la grève parle de « grande victoire » (voir l'entretien ci-contre).

Mais cette grève des nettoyeurs a été exemplaire à plus d'un titre. En dehors du caractère symbolique de la reprise du travail le 1er mai, il s'agit de la première grève de très longue durée de travailleurs immigrés. De plus, cette grève a mis à nu la situation de l'immigré en France des années 80 : « Ils ont raison mais ils n'obtiennent pas raison ». Quant au caractère démocratique et unitaire de la grève (qui a rassemblé près de 900 immigrés), il n'y avait qu'à assister à l'une de leurs assemblées générales pour le constater. Les métros parisiens vont de nouveau être propres dès cette semaine. Les ouvriers avaient offert à Edmond Maire un bouquet de roses, ils voulaient par là s'adresser à la France toute entière, mais la France des justes, pas la France des

salopards. Alors, si vous vous sentez un peu du côté de cette France-là, et que vous rencontriez un immigré dans le métro, un balai à la main, n'hésitez pas, offrez-lui une fleur. On en vend bien aussi dans les couloirs du métro.

Mezhoud est un des délégués qui a dirigé la grève des nettoyeurs du métro. Rencontré après l'assemblée générale du 1er mai, qui a décidé la reprise de travail, il semblait très fatigué et il exprime ici une opinion personnelle.

**SF : Après 39 jours de grève, vous avez repris le travail sans obtenir les 2 800 F.**

Mez : Oui mais nous avons obtenu la garantie de l'emploi jusqu'en 1983. La RATP voulait licencier, maintenant elle ne pourra plus le faire.

De plus la RATP a reconnu que nos revendications étaient légitimes. Il a fallu 39 jours pour en arriver là. Nos salaires étaient bloqués. Chaque année nous avions une augmentation de 9%. Le salaire ne sera plus bloqué.

**SF : Considérez-vous que vous avez obtenu une victoire ?**

Mez : Oui, c'est une grande victoire pour nous. Nous avons mesuré nos forces, et nous avons réussi. Il fallait reprendre le travail mais la tête haute, pour oublier l'échec de 1977. On a repris le travail le 2 mai, sur la garantie que le 1er mai est une journée payée. Nous recevons un acompte de 1400F, qui nous est versé le premier jour de la reprise, remboursable en six mois. Nous ne remboursons que les 600F, les 800F restants sont une sorte de prime pour remettre le « métro dans son état neuf ». Il ne faut pas oublier que les grévistes sont sans argent depuis longtemps. Il faut payer les loyers et c'est difficile.

**SF : Pourriez-vous décrire une « Nuit de travail » au métro ?**

Mez : C'est un travail très pénible. Les stations doivent être lavées avec du savon et de l'acide. Je commence à balayer à 9H du soir et cela jusqu'à minuit et demi. A minuit et demi, une pause d'une demi-heure. De une heure à 5 heures moins le quart, on lave les murs du quai. On met un produit comme de la cire et tous les week-ends on fait les aspirations de la voie. Voilà, c'est vraiment difficile sans pouvoir nous laver à la fin de ce travail. Maintenant on pourra le faire. Nous avons accédé à un stade d'être humain après cette grève.

**SF : La grève est finie. Que sentez-vous maintenant ?**

Mez : C'est un honneur pour tous les immigrés. C'est une lutte exemplaire, et elle se termine le 1er mai par une victoire. Tous les 1er mai, on devra fêter l'anniversaire de la grève des nettoyeurs de métro.

M.A.

## BREVES

### Une interdiction de plus

Par décret paru au *Journal Officiel*, l'Union nationale des étudiants et élèves de la Côte d'Ivoire (U.N.E.E.C.I.) est interdite en tant qu'association étrangère. « Par arrêté du ministre de l'Intérieur en date du 14 février 80, est constatée la nullité de l'Association étrangère, Union nationale des étudiants de Côte d'Ivoire (U.N.E.E.C.I.) siège social : 15 rue Caille 18 ».

Ce décret-loi a déjà été utilisé contre d'autres organisations, le F.R.A.P. (Front révolutionnaire antifasciste et patriotique d'Espagne), U.N.E.K. (Union des étudiants camerounais), le M.O.T.I.F. (Mouvement des travailleurs ivoiriens de France), et l'A.M.F. (Association des Marocains en France). En 1968, le pouvoir ivoirien avait déjà dissous l'U.N.E.E.C.I. qui échappait à son contrôle. Cette mesure d'interdiction prononcée par le pouvoir français a provoqué un communiqué de l'U.N.E.E.C.I. « qui appelle toutes les forces démocratiques, anti-impérialistes et révolutionnaires en France à nous soutenir dans notre lutte contre l'impérialisme français et ses valets ivoiriens ; à dénoncer et à s'opposer avec nous à cette mesure arbitraire et scandaleuse qui frappe notre organisation en adressant des télégrammes de protestation à la présidence de la République de Côte d'Ivoire à Abidjan ; l'ambassade néo-coloniale de Côte d'Ivoire à Paris, 102 avenue Raymond Poincaré 75016 Paris ; au ministère de l'Intérieur à Paris, 11 rue de Saussaies 75008. Non à l'interdiction des organisations étrangères en général et de l'U.N.E.E.C.I. en particulier en France ».

### Supermarché dangereux

Le magasin super-marché Auchan, à Mont-Gaillard (près du Havre) se distingue lui aussi. Le 19 avril dernier, l'équipe de surveillance empêchait d'entrer un jeune Portugais de 15 ans qui insistait pour « faire un achat d'une minute » au moment de la fermeture. Les gardiens l'entraînaient alors dans leur bureau où le jeune José était roué de coups. A l'actif du même service, quelques jours plus tôt : le décès d'un immigré d'une cinquantaine d'années qui s'écroulait frappé par une crise cardiaque, au moment où les mêmes individus essayaient de le fouiller de force. Mais ils ont été mis hors de cause, et il ne s'agit que de « hasard ». Là non plus, « pas de discrimination », ni envers les jeunes, ni envers les immigrés.

## GUIDE PRATIQUE

La loi du 17 juillet 1978, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public, et la loi du 11 juillet 1979, relative à la motivation des actes administratifs, complétée par la circulaire du Premier ministre du 31 août 1979 comportent des dispositions importantes pour les étrangers résidant en France.

**Consultation des dossiers administratifs.**

— 1) En vertu de l'article 3 de la loi du 17 juillet 1978, « toute personne a le droit de connaître les informations contenues dans un document administratif dont les conclusions lui sont opposées ». Il en découle deux conséquences particulières en ce qui concerne les étrangers :

— Si l'administration se fonde sur une circulaire pour prendre une décision concernant un étranger, elle est tenue de lui communiquer le texte de cette circulaire.

— Si l'administration invoque des renseigne-

ments de police (ou autres) pour refuser une carte ou entamer une procédure d'expulsion, elle a l'obligation de communiquer ces renseignements à l'intéressé si celui-ci en fait la demande. (Exemple pratique : dès réception de la notification d'une procédure d'expulsion, l'intéressé ou son avocat pourra demander au service des étrangers de lui présenter les rapports de police et autres pièces le concernant).

— 2) Dans tous les cas, les documents que l'administration est tenue de communiquer peuvent être consultés gratuitement sur place. L'intéressé peut, en outre, en demander une photocopie à ses frais.

— 3) Si l'administration rejette une demande de communication ou n'y répond pas pendant plus de deux mois, il est possible de saisir la « commission d'accès aux documents administratifs » qui a son siège au Palais-Royal (75100 Paris R.P.).

Cette loi est entrée en vigueur le 12 janvier 1980. En ce qui concerne les étrangers, l'administration sera donc tenue de motiver :

— Le refus d'octroi ou de renouvellement d'un titre de séjour ainsi que son retrait ;

— Le refus d'octroi d'une carte de résident privilégié dans les cas où cette carte est de droit ;

— Les refoulements, expulsions et assignations à résidence ;

— La déchéance de la qualité de résident privilégié ;

— L'obligation de se présenter périodiquement à une autorité de police ;

— Le refus d'octroi ou de renouvellement d'une carte ou d'une autorisation de travail ainsi que son retrait ;

— L'interdiction d'une réunion ou d'une manifestation ;

— L'interdiction d'une publication étrangère ;

— Le refus d'autorisation d'une association étrangère.

**CONFECTION**

Le département du Loiret comme l'ensemble des départements français, a sa part d'immigrés ; les dernières statistiques évaluent leur nombre à 40 000 environ. Mais ce qui n'est pas dit dans ces chiffres-là, ce sont les deux mille travailleurs marocains saisonniers, et, environ cinq cents travailleurs turcs clandestins ; qui sont surtout dans le secteur maraîcher et agricole.

C'est ainsi qu'après la grève de la faim des clandestins turcs de la confection à Paris, Clermont-Ferrand et Bordeaux, c'est au tour des travailleurs turcs, du secteur maraîcher du Loiret, de sortir de leur ghetto.

En effet, la mobilisation d'une centaine de travailleurs turcs contre l'exploitation esclavagiste qu'ils subissent, a suscité des réactions vigoureuses de la part de la C.F.D.T., des élus locaux et de diverses organisations politiques et associations humanitaires.

Devant la mobilisation qui s'amplifie de plus en plus, et qui commence à toucher d'autres secteurs et d'autres nationalités, le préfet du Loiret appelle au recensement de l'immigration turque pour le secteur agricole et, surtout secteur maraîcher. Voilà quelques extraits de ce communiqué :

« (...) Selon certaines affirmations en cours de recoupement, quatre-vingt travailleurs turcs environ, seraient actuellement employés dans des exploitations agricoles du Loiret, sans être titulaires de carte de travail ou d'autorisation de séjour. La moitié seulement seraient inscrits à la Mutualité Sociale Agricole. (...) Pour la plupart, ces travailleurs seraient entrés en France en 1979 ou 1980, munis d'un simple passeport touristique. Certains auraient transité par des pays frontaliers de la France. (...) »

« Le secrétariat d'Etat, chargé des travailleurs immigrés, vient d'accepter la requête du préfet, par dérogation aux dispositions de la circulaire du ministère du Travail du 9 juillet 1974 qui avait suspendu l'introduction de la main-d'œuvre étrangère dès lors que le nombre de nos nationaux demandeurs d'emplois croissait sensiblement ».

Le 25 avril 80, le préfet a réuni, d'une part les organisations agricoles, d'autre part, les administrations intéressées pour :

— En premier lieu, examiner les situations différentes des immigrés turcs ;  
— Arrêter la procédure de la régularisation de ceux qui pourraient bénéficier d'un engagement de travail agricole ;

— Enfin, améliorer les conditions d'existence, notamment de logement, lorsqu'elles ne sont pas satisfaisantes.

« Les ressortissants turcs du secteur agricole ont dès lors intérêt à se présenter - munis d'une lettre de leur

employeur - à la préfecture (annexe rue Pothier) pour constituer leur dossier. Il est précisé qu'ils doivent se présenter individuellement pour ne pas perdre de temps ».

Suite à ce communiqué, la C.F.D.T. appelle l'ensemble des Turcs à boycotter le recensement et demande au préfet de traiter globalement le problème de régula-

beaucoup d'attention. Un travailleur marocain me confie : « Si la C.G.T. accepte de nous aider, c'est pour concurrencer la C.F.D.T. ; la C.G.T. nous a fait croire que nous allions manifester notre solidarité avec les Turcs et en fait, elle nous a amenés à Jargeau pour démontrer à la C.F.D.T. qu'elle a aussi « ses petits immigrés ». Il

temmentale des syndicats des exploitants agricoles fait appel à tous les employeurs de travailleurs immigrés...

« En accord avec les pouvoirs publics, la F.D.S.E.A. du Loiret demande à tous les employeurs agricoles de main-d'œuvre émigrée saisonnière, de bien vouloir, sous quarante-huit heures, préciser par courrier, les renseignements suivants :



Photo S. Abdelhak

risation de tous ces travailleurs.

A l'occasion, la C.F.D.T. s'étonne que le préfet découvre les clandestins turcs, et, le plus scandaleux, le préfet dans son communiqué rejette la responsabilité sur les immigrés eux-mêmes et non sur les employeurs qui se font des bénéfices énormes sur le dos des travailleurs démunis de tout moyen de défense. Aucune entrevue n'étant possible avec la préfecture, de nombreuses manifestations pour populariser la lutte, ont eu lieu. Le 26 avril, suite à l'appel de la C.F.D.T., il est apparu que le mouvement des turcs clandestins a « aidé » les travailleurs marocains saisonniers à poser leurs revendications. En effet, la C.G.T. a saisi l'occasion de la mobilisation des travailleurs marocains pour les amener à manifester devant le meeting organisé par la C.F.D.T. :

« Les Turcs sous les banderoles C.F.D.T. - Les Marocains sous les banderoles C.G.T. ». D'un côté comme de l'autre, on scande « Français-immigrés solidarité ». Mais des deux côtés, les manœuvres de manipulation syndicale et les retombées qui peuvent en découler sont suivies avec

faut qu'on soit vigilants, et que tous les camarades turcs et marocains fassent attention à ne pas tomber dans la division à travers la division syndicale ».

Ce n'est que le 29 avril, qu'une première rencontre entre le préfet, les Turcs et la C.F.D.T. a pu avoir lieu. Au cours de cette entrevue, le préfet confirme que la procédure de régularisation (cartes de séjour, cartes de travail) va se mettre en route. Le 30 avril, la C.F.D.T. obtient plus de précisions de la part de la direction départementale du travail ; cette dernière confirme les dires du préfet.

Toutefois, le plus gros problème qui demeure actuellement, pour les Turcs, est de trouver des employeurs prêts à les embaucher. Par ailleurs, les cinq cents travailleurs marocains saisonniers dans le secteur agricole et secteur maraîcher, popularisent leur lutte pour de meilleures conditions de salaire et de logement. Ils refusent leur statut précaire de saisonnier et projettent d'entamer une grève pour l'obtention des cartes de séjour et des cartes de travail. D'ores et déjà, la fédération départe-

— Le nombre de travailleurs émigrés qui leur est nécessaire ;

— La durée approximative du travail envisagé ;

— La période de l'année où ce besoin existe ;

— Le type de travail à effectuer ;

— Les noms, prénoms et adresses des employés pour lesquels ils souhaitent une régularisation de la situation.

Ces renseignements sont nécessaires afin d'évaluer les besoins quantitatifs et de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour clarifier et planifier la situation des travailleurs émigrés.

La F.D.S.E.A. centralisera les demandes et effectuera toutes les démarches nécessaires auprès des pouvoirs publics.

Transmettre les renseignements par écrit à la F.D.S.E.A., 4 rue des Boutelles, à Orléans ».

Il est à préciser que le président de cette fédération, M. Varanne, loge neuf Turcs dans un hangar pour 100 F par mois et ne propose du travail qu'irrégulièrement à deux ou trois d'entre eux.

D.M.

Depuis le 11 février dernier que durent les négociations entre le gouvernement d'une part, la C.F.D.T. et les anciens grévistes de la faim turcs d'autre part, aucun des 2 500 travailleurs turcs de la confection, qui ont déposé leurs dossiers de régularisation depuis six semaines à l'Office national de l'immigration, n'a obtenu la moindre réponse.

Des centaines de travailleurs marocains, mauriciens et d'autres nationalités, ont rejoint le mouvement depuis début avril ; le guichet de l'O.N.I. ayant été ouvert à toutes les nationalités travaillant dans la confection de la région parisienne. Ainsi le chiffre de ceux qui ont retiré le premier formulaire à l'O.N.I. se porte actuellement à plus de 7 000. Il va monter facilement à 10 000 et plus, si tous les travailleurs des ateliers clandestins prennent courage et se manifestent afin de quitter cette vie clandestine et du travail enchaîné. Il est vrai qu'une terrible incertitude commence à peser. Car c'est un engrenage de contrôles - contrôle d'atelier, de postes de travail, du logement - que les travailleurs vont subir. Beaucoup d'entre eux commencent à le ressentir d'autant plus qu'ils se trouvent toujours sans le moindre récépissé de séjour ou d'autorisation de travail. Ils travaillent toujours au noir, seulement maintenant dans des lieux de travail qu'ils viennent de déclarer au ministère. Et ils habitent tou-

jours les mêmes logements dont ils ont livré les adresses au ministère. Les assurances et promesses données par le ministère à la C.F.D.T., ne se transmettent toujours pas dans les administrations respectives.

Le pouvoir, par les lenteurs du procédé, recule jusqu'aux vacances. Les dates de dépôt de dossiers données sont pour les travailleurs marocains le 12 mai, et pour les mauriciens le 19 et le 30 mai, le montrent suffisamment. Le guichet veut fermer fin juin ! Que deviendront les travailleurs si jamais ils voient leur dossier rejeté en pléines vacances, au mois d'août par exemple, quand les contrôles seront renforcés ? Une régularisation devenue sélective ne deviendra-t-elle pas ainsi un piège qui se referme de lui-même sur le travailleur ?

C'est le cas de quelques Mauriciens, employés dans d'autres secteurs que la confection, qui (sûrement poussés par leurs patrons) ayant déposé leurs dossiers à l'O.N.I., se voient répondre par une convocation à la préfecture de police et un avis de refoulement.

Seuls des travailleurs organisés (comme c'est le cas pour les Turcs, les Marocains et les Mauriciens) pourront gagner ; poussant le syndicat à des négociations plus dures qui engageront définitivement le gouvernement à donner ce qui a été promis ou assuré et empêcher surtout qu'il ne devienne sélectif.

I.R.



**ARRESTATIONS ...**

Depuis plus d'un mois M. Stoleru, secrétaire d'Etat à l'immigration, a promis la régularisation des travailleurs sans papiers de toute nationalité travaillant dans la confection. Des assurances ont été données à la CFDT que ces travailleurs ne feront plus objet de la répression - contrôles policiers, arrestations, détentions, refoulements - aussi longtemps que leur régularisation est en cours.

Malgré ces assurances, des arrestations au lieu de travail et dans la rue se poursuivent. De plus en plus, après avoir été arrêtés, des travailleurs mauriciens se voient poursuivis en justice et condamnés à des

amendes considérables allant de 200 à 500 francs pour défaut de titre de séjour. Le danger des mesures de refoulement et d'une application de la loi Barre-Bonnet subsiste toujours.

Le Mouvement des Travailleurs Mauriciens et un bon nombre de travailleurs se posent la question : est-ce que les formulaires délivrés au guichet de l'ONI ne serviront-ils pas plutôt au contrôle et à la répression qu'à une régularisation de la situation de ces nombreux travailleurs tenus en clandestinité ?

Mouvement des  
Travailleurs Mauriciens

# SONACOTRA : Où en sont les résidents ?

## BREVES

### Routine

23 avril dernier, Lyon, sortie du métro Part-Dieu : la routine d'un contrôle d'identité par la police. Hamid Boubeker et son copain présentent leurs papiers. Ils sont en règle, mais ceux d'Hamid sont froissés, et légèrement déchirés. Discussion : Hamid est conduit au poste ; son copain raconte : « Nous avons refusé de passer les menottes, alors, ils se sont vengés sur Hamid : coups de pied dans le ventre, coups de poing dans la figure, coups de balai dans les omoplates ». Résultat : traumatisme crânien, hématomes au nez, à l'épaule et aux bras. Hamid a porté plainte, les policiers se défendent en disant qu'il était très excité, et surtout qu'il narguait les policiers.

### Dites le sans l'écrire

Dix Strasbourgeois, petits propriétaires d'appartements ont été inculpés et jugés pour « discrimination raciale ». Ils avaient rédigé et fait publier des offres de location portant la mention « pas d'étranger ». Certes, l'un d'eux a reconnu qu'il aurait volontiers accepté le fils d'un consul de pays arabe, mais qu'il ne voulait « ni d'Arabe, ni d'étudiant, ni de hippie, ni de n'importe qui... ». A quoi, la présidente du tribunal lui répondit : « Vous avez parfaitement raison et c'est votre droit, mais vous n'avez pas le droit de l'écrire ». Jugement le 18 mai.

### Logements de fonction

Petit scandale à Nantes, où l'inspection du travail a découvert que l'entreprise parisienne Drouard, spécialisée dans la pose de rails de chemin de fer, logeait une quarantaine de ses ouvriers, tous immigrés, dans des cabanes de chantier montées sur de vieux wagons : à raison de trois personnes par cabane de deux mètres sur quatre. Celles-ci sont tellement vétustes qu'elles prennent l'eau, et que leurs vitres, cassées, ont presque toutes été remplacées par des cartons. Bien sûr, il n'y a ni toilettes, ni eau courante.

Pour rejoindre leurs lieux de travail, ces travailleurs s'embarquent à 6 heures du matin dans des camions, et ne reviennent que vers 19 heures. Evidemment, ils sont payés au S.M.I.C.

chambre en deux parties de six mètres carrés chacune. Le seul choix donné alors au résident est de prendre cette chambre entièrement à ses frais en payant le double du loyer ou à la partager avec un autre. Autre décision prise par les sociétés gestionnaires : une augmentation de 12% de tous les loyers à partir du premier mai.

Dans les foyers la situation devient de plus en plus alarmante pour l'ensemble des résidents, coincés entre les agissements de la Sonacotra et des sociétés gestionnaires d'une part, le manque de décisions, d'unité et de cohésion au sein des comités de résidents et du comité de coordination.

Ils se trouvent pour la plupart d'entre eux livrés à eux-mêmes et obligés de trouver des solutions individuelles pour faire face à la situation.

Mohamed a touché au mois de décembre son 13ème mois. Il s'apprêtait à rentrer au pays. Mais il n'en a même pas vu la couleur. Cette somme d'argent est passée directement dans la caisse de la Sonacotra.

Ferhat est assigné en justice et se trouve condamné à verser plus d'un million d'anciens francs d'arriérés. Certains d'entre eux essaient de demander des délais ou des facilités de paiement, d'autres ont quitté les foyers et se trouvent condamnés à vivre dans la clandestinité pour échapper aux repréailles. Au sein du comité de coordination la situation n'est guère meilleure. Une partie des délégués s'est retranchée à l'intérieur des foyers pour s'occuper des problèmes qui se posent localement et animer

mer une négociation avec la Sonacotra tout en respectant la plateforme revendicative commune, quelques foyers ont signé des protocoles d'accord. D'autres n'ont reçu aucune réponse aux multiples propositions de négociations proposées aux sociétés gestionnaires. Celles-ci fortes de toutes les décisions de justice condamnant les résidents continuent à faire les saisies-arrest sur les salaires des résidents tout en procédant à un travail de réaménagement d'un genre nouveau à l'intérieur de certains foyers. Ces travaux consistent à supprimer la cloison divisant une ancienne

aujourd'hui il n'en reste pas autant. Mais il reste tout de même 19 foyers en grève dans la région parisienne et en Moselle, représentant 3000 résidents.

Depuis le mois de novembre 79 où le comité de coordination de tous les foyers en lutte a pris la décision d'autoriser chaque comité de résidents à enta-

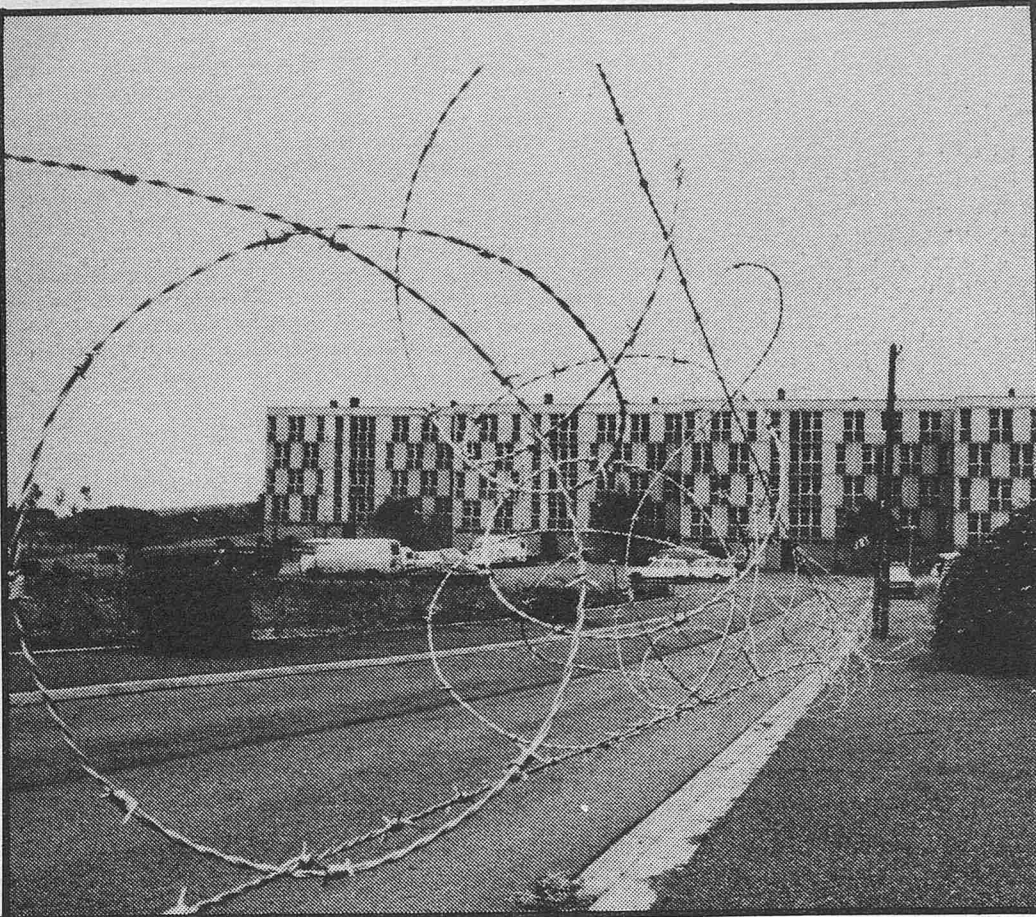


Photo SEDES

L'hiver « officiel » est fini. La période de trêve observée jusque là est arrivée à son terme.

Dans les foyers, résidents grévistes et sociétés gestionnaires sont de nouveau face à face !

Comparativement à l'année dernière où le nombre des grévistes était de 30 000 dans l'ensemble des foyers,

## BORDEAUX Grève de la faim pour un sursis

Les vingt-huit travailleurs immigrés qui observent depuis le 29 mars une grève de la faim à l'église St-Eloi, à Bordeaux, ont cessé leur grève de la faim. Contraints de vivre dans la clandestinité, privés des droits les plus élémentaires, et menacés en permanence d'expulsion, ils avaient entamé cette grève pour obtenir la régularisation de leur situation et celle de tous les immigrés qui sont dans le même cas (dans la région).

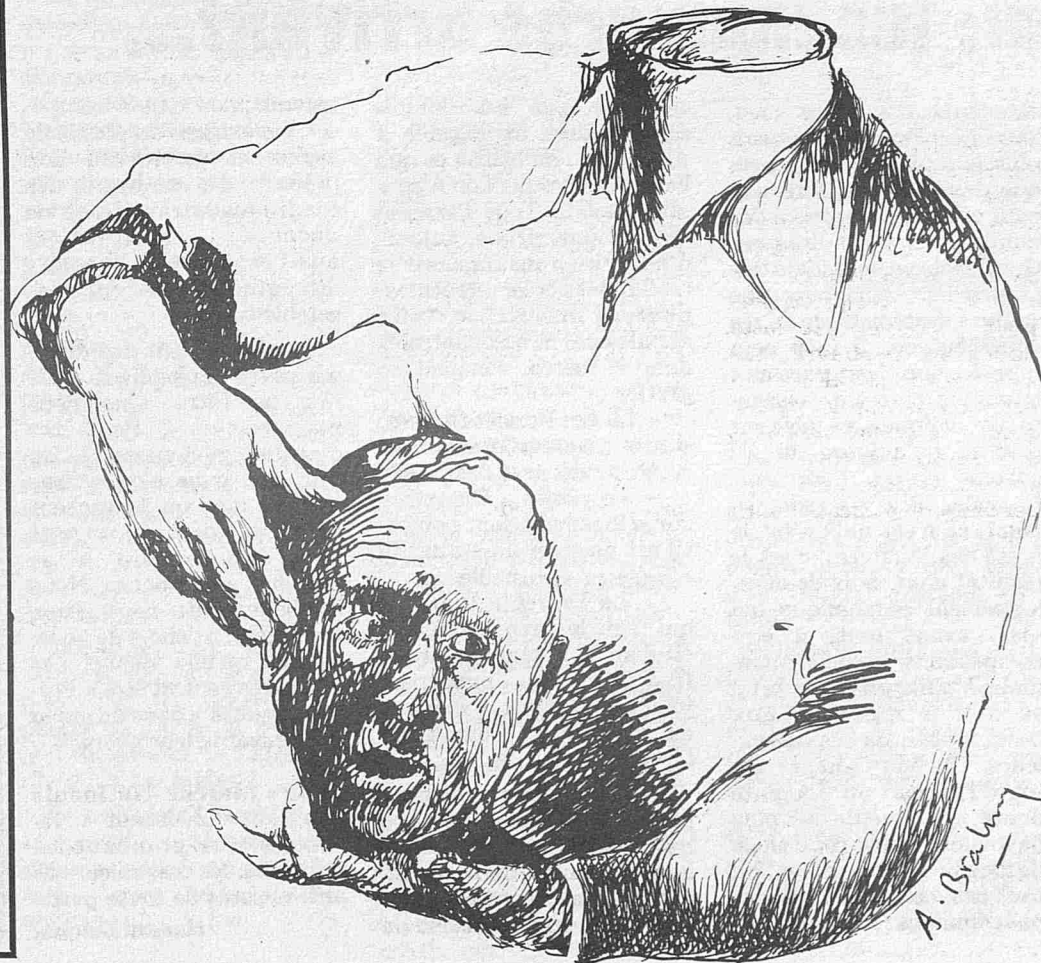
A la suite des négociations engagées par les grévistes et le comité de soutien, la préfecture de police et les autorités avaient décidé de remettre à chaque gréviste un récépissé donnant droit de séjour valable pour trois mois, sans aucune garantie de renouvellement lorsque ce délai serait expiré.

En outre, ce titre ne donne aucun droit au travail. Les grévistes sont donc condamnés à continuer à travailler dans la clandestinité. Pour la préfecture, il s'agit d'un simple sursis accordé, le temps que les dossiers soient étudiés par l'administration.

Cette situation est encore aggravée par certaines décisions patronales qui bloquent toute possibilité d'embauche en refusant, entre autres, de payer la redevance de l'Office national de l'immigration. En effet, cette condition est nécessaire pour avoir droit à une carte de travail. Cette redevance est de l'ordre de 800 F pour l'agriculture et de 2 450 francs pour les autres secteurs.

Mais même lorsque comme dans certains cas, l'employeur a effectué ces démarches pour que son employé puisse obtenir la carte de travail, il se heurte au blocage de l'administration qui refuse de délivrer le titre de séjour sans lequel la carte de travail ne peut être obtenue.

Les grévistes se déclarent prêts à reprendre leur travail dès qu'ils en seront capables physiquement. La solution que la préfecture propose n'est que provisoire et hypothétique. Que deviendront-ils après ? Aucune garantie écrite ne leur a été donnée contre une éventuelle répression. Toutes ces questions restent, pour l'instant, en suspens...



## Marchons...

- C'est pour quand ?
- C'est pour le 10 mai qui vient.
- C'est pourquoi ?
- C'est pour manifester !
- Encore ? Pourquoi ?

Stoléro, Bonnet, Stoléro, Bonnet, c'est pas que des noms : c'est l'interdiction d'être malade plus d'un mois, c'est des petites bêtes de plus pour ramasser et expulser, c'est des marchés de dupes (le million !), l'interdiction de critiquer son travail, et de prétendre à un logement décent, c'est la clandestinité surveillée, c'est la remise en cause du droit d'aller à l'école dans le pays d'« accueil », c'est l'exclusion de l'immigration du droit de chômage...

- Alors ?
- Alors, il faut y aller !
- Avec qui ?
- Tes frères de condition et tes voisins.
- Qui invite ?

- Plein de monde : Le Collectif de la Maison des Travailleurs Immigrés.

(adresse : 46 rue de Montreuil, dans le 12ème, tél 372 75 85), le Centre d'Etudes Anti-Impérialistes, la Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés, la Ligue des Droits de l'Homme, le Groupe d'Information et de Soutien des Travailleurs-immigrés, le Service d'Ecuménisme d'Entraide Cimade, la Coordination Etudiante, le Groupe de Femmes Nord-Africaines, les Turques sans papiers (ceux avec aussi ?), de la french confederation, la Coordination des comités de province de Nancy, Hayange, Lille, Bordeaux, Montpellier et d'autres...

- Qui y aura-t-il d'autres, comme invités ?

- Tous les gens de bonne volonté le sont. Les syndicats (ouvriers, étudiants, magistrature...) et le Mouvement Contre le Racisme et pour l'Amitié Entre les Peuples (MRAP) en particulier.

Cela s'appelle une « campagne Nationale Contre la Loi Bonnet et les projets de loi Stoléro et d'Ornano et le décret Imbert ».

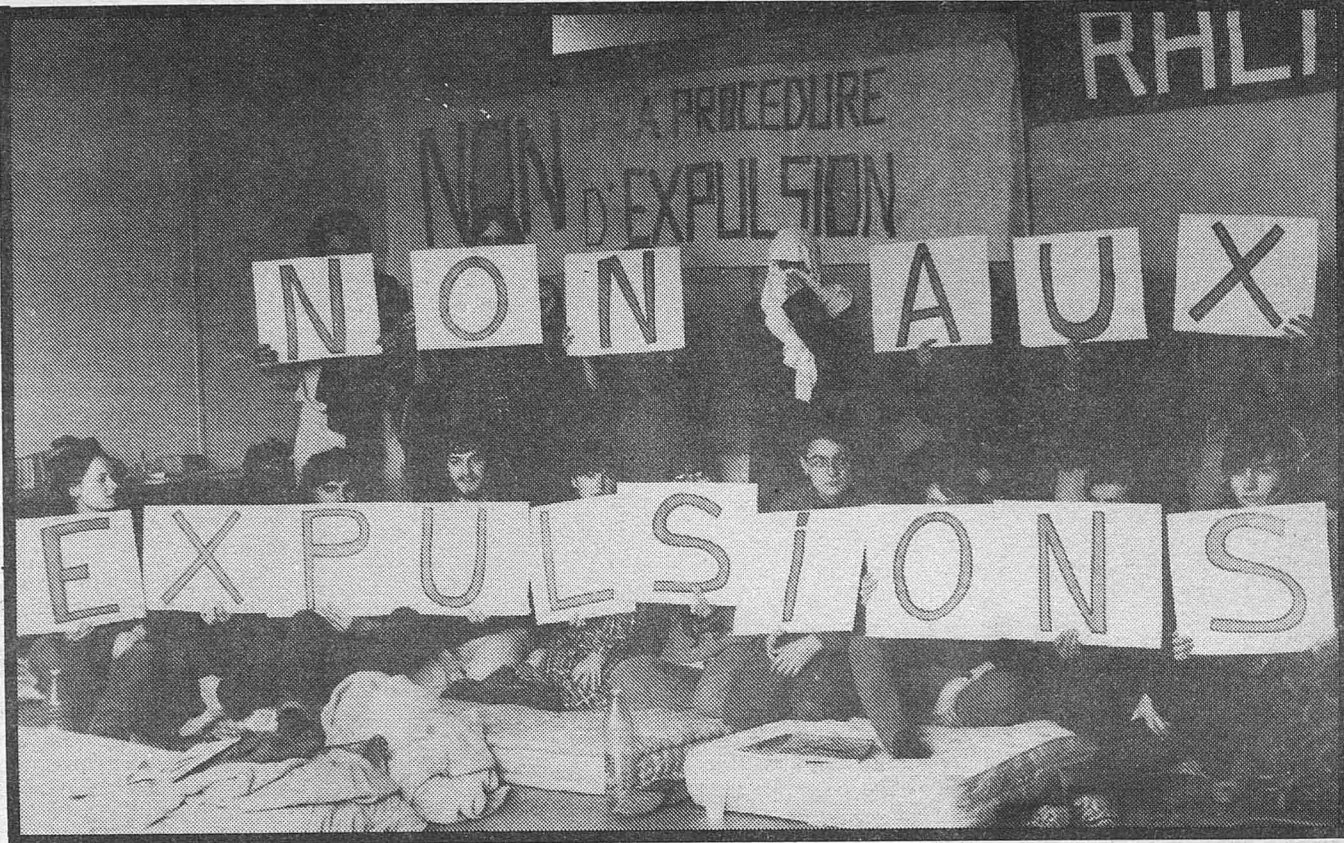


Photo DR

## Les étudiants ne désarment pas

- Et vous, à Sans Frontières, vous pensez qu'il faut y aller ?

- Puisqu'on te le dit !

- Donne-moi l'adresse alors !...

Ce sera le 10 mai 1980 à la République, à 14H.

Ainsi, l'agitation universitaire, commencée il y a maintenant cinq mois, pour la suppression de la circulaire Bonnet et l'annulation du décret Imbert visant la réduction de l'immigration étudiante, ne désarme pas. Sans répit et comme par entraînement le mouvement s'étend et s'amplifie de campus en campus. A Grenoble, Rennes, Nice, Nancy, Paris, Jussieu, Montpellier, de nouvelles poussées du mouvement se sont soldées par, une journée « Universités paralysées » à Jussieu une manifestation de 10 000 personnes à Grenoble le 26 avril et l'occupation de l'administration de l'université, à Caen des heurts très violents avec la police et l'arrestation puis la condamnation de plusieurs étudiants. Des grèves de la faim se poursuivent à Lyon, à Grenoble ... Une coordination nationale s'est réunie le 30 avril à Grenoble pour rédiger une plate-forme contre les « atteintes aux droits universitaires », et appelle à une grève nationale le 7 mai.

(exemple type de Vincennes). C'est pour cela que les nouvelles mesures prescrivant aux étudiants étrangers de passer un examen de connaissance de la langue française pour s'inscrire dans une université, mettent sur pied ces épreuves avec beaucoup de discrétion, « en dehors des universités et des universitaires ». Ce même examen est organisé à l'étranger par les services culturels français et, en France, par les rectorats.

### Une relance du mouvement

Et c'est une Commission « ad hoc » qui décide des admissions.

Comme le régime des universités, et des disciplines, d'ailleurs, diffère d'une région à une autre, il fallait donc une recherche d'adaptation à chaque université, puis une relance du mouvement à l'échelle nationale. Cette pratique de la lutte a été, pour l'ensemble, positive et elle a permis, déjà, la levée des menaces d'expulsion contre plusieurs étudiants étrangers à Rennes, Angers, Nantes ...

Dans l'ensemble, aussi, l'agitation étudiante de ces derniers mois n'a fait confronter que les étudiants aux autorités universitaires et non, comme le cherchaient les étudiants, une implication directe des autorités administratives pour la suppression des décrets racistes. Par cela, l'administration espérait laisser pourrir la situation. L'étape actuelle montre que, loin de pourrir, le mouvement de défense des étudiants étrangers se fixe et semble même trouver sa voie. la lutte des « Sonacotra », avec ses péripéties, est là pour nous le rappeler.

A.G.



(Photo DR)

## Le 10 mai: les immigrés arrivent...

Une marche nationale des immigrés. Pas une marche de plus, ou de moins. Mais, la réunion d'hommes et de femmes, venus de tous les coins de France, exprimer, avec leurs présences et leurs pieds, le refus d'une situation intolérable qui ne cesse de s'aggraver. Une manifestation de refus mais, aussi, un moment d'une lutte ... pour la dignité et l'égalité des droits. On le sait, l'économie occidentale entre dans une nouvelle phase. Une phase où la technologie de pointe et les centres de décision vont être désormais le monopole exclusif des pays développés mais, aussi, un critère et un instrument de restructuration est en route. Mais, c'est sous le vocable « Crise » qu'on traduit cette nouvelle restructuration du Capitalisme pour faire passer la pilule de chômage et les lois discriminatoires à l'encontre des immigrés. N'est-ce pas normal que les immigrés doivent rentrer chez eux, en

attendant des jours meilleurs ? La France ne connaît plus la croissance économique des années antérieures pour offrir des emplois à des immigrés ... Vous dira-t-on. Que de fois on entend de tels propos ! ... Sans faire une analyse systématique de ces appréciations, il faut déjà rappeler que c'est grâce aux immigrés que cette croissance économique a été mise sur pied et, qu'aujourd'hui, ils portent encore l'économie française. S'il y a un redéploiement, ce n'est nullement la faute des immigrés, c'est le résultat d'un choix de développement économique qui vise, avant tout, à être compétitif à l'échelle mondiale, à n'importe quel prix, et non à répondre aux besoins effectifs des travailleurs. Un bon immigré aujourd'hui est un immigré docile qui accepte les plus bas salaires et des conditions de logement inhumaines. En tout cas, cela ne se passera pas comme ça ! Les immigrés

ne sont pas une simple marchandise, exploitable à merci que l'on utilise et que l'on jette lorsque l'on n'en a plus besoin. Tout l'arsenal des mesures prises, aujourd'hui, vise à maximiser le ras'l'bol et à créer une atmosphère d'insécurité : aux expulsions, et aux contrôles dans le métro, viennent se greffer :

- La Loi Bonnet-Stoléro, sur le renouvellement des cartes de séjour et de travail ;

- Le projet « Ornano », sur le logement dont l'objectif est de créer un statut de résidence « surveillée » ;

- Le Décret « Imbert » qui régit les expulsions des étudiants. le gouvernement français pousse l'hypocrisie jusqu'à faire une « semaine du dialogue ». Comble de l'ironie !

Les immigrés viennent participer à la marche pour se battre à la fois contre les nouvelles lois Bonnet-Stoléro mais, aussi, pour exprimer leur refus des conditions de

travail qu'on veut leur imposer. Ils exigent un statut de séjour et de travail non précaire, des salaires et des conditions de travail et de vie décentes ... Pour briser aussi le silence de nos pays d'origine qui négocient, semble-t-il ?

Les va-et-vient des diplomates se multiplient mais rien ne filtre. Que nous prépare-t-on ? Peut-être d'autres guet-apens ? En tout cas, nous n'en savons rien. Il faut qu'ils sachent qu'aucune décision ne peut nous être imposée, ni se prendre sans nous. Nous refusons toute négociation qui se fait en dehors de nous, et d'où qu'elle vienne. Les immigrés veulent être « Partie prenante » dans un enjeu qui concerne leur avenir.

Une Marche Nationale que l'on souhaiterait « Nationale », regroupant les militants, les travailleurs et anti-racistes de toute part.

Hassan Zezoual

DETOURNEMENT  
DE ...MANIFS!

Pour les tous jeunes, on rappelle en effet que c'est dès octobre 1956 que la France, soi-disant championne d'un certain nombre de droits essentiels - ceux de l'homme y compris ? - dont, naturellement, les très républicains droits d'opinion et de circulation, a détourné un avion de la ligne Rabat-Tunis, dans lequel, il est vrai, se trouvaient cinq Algériens qui avaient le tort de penser que, « 2 000 ans, ça suffisait ! ». N'est-ce pas Kateb ? Bonjour !

Mais à présent que le détournement d'avion est devenu le pain quotidien des contestataires et des presses en tous genres, le génie de la France Eternelle se doit de se situer ailleurs...

Donc, un peu à l'improviste, mais il y avait le feu, il faut dire, le Comité pour la défense des droits culturels en Algérie a appelé à une « marche silencieuse sur l'ambassade algérienne à Paris, à partir du métro Kléber ». Il serait injuste de dire que l'interdiction de cette manifestation, communiquée moins de 24 heures avant l'heure H (prévue pour 15 heures, le 26 avril) sous forme de décret préfectoral aux organisateurs, était certainement due à quelque réflexe (à défaut de réflexion) à relent plus ou moins raciste : trois autres manifestations, dont une devant l'ambassade d'URSS, une autre devant l'ambassade d'Argentine et une troisième de ce même comité de défense allaient être interdites pour le Premier Mai !

## ça sent le gaz

Mais les conditions de l'interdiction et ce qui s'en suivit, donnaient raison à *El Moudjahid*, le « Grand quotidien national d'information » algérien, officiel ou officieux, on ne sait plus, au moins sur un point : il y avait des relents de gaz dans l'air...

Donc, catastrophés mais dans l'ensemble calme, les organisateurs essayèrent de « rattraper » la bavure de leur mieux, en particulier en se pointant aux métros Boissière et Kléber pour informer le peuple des nouvelles de dernière heure. Dans l'ensemble, cela s'est bien passé : bien du monde était venu, l'explication et les commentaires du comité comprises, à ceci près qu'il n'a pas été toujours évident d'expliquer que ce n'étaient pas des membres de l'« Amicale » qui invitaient les gens à reprendre le métro, dans le calme.

Ceci dit, de nombreuses personnes quittèrent le métro et tombèrent dans la souricière mise en place à la bouche du métro d'abord, entre les métros Kléber et Etoile ensuite.

Et la noria des fourgons et des bus gris de commencer. Le pacifique et pédestre « Kléber-Hamelin » était transformé en un dense et mouvementé « Kléber-Vincennes ».

Priorité  
à l'amicale

A partir de là, c'est la routine, sauf qu'il est bon de signaler les points suivants :

— Avec chaque fournée, au moins un membre du service d'ordre de la manifestation s'était porté accompagnateur volontaire, alors que la police les avait plus ou moins « épargnés ». Ce fut une excellente chose, et la plupart d'entre eux furent les derniers à quitter le centre de tri vers minuit.

— La télé s'était déplacée mais, repartie trop tôt, elle râta « l'embarquement » de quelques 350 « typés » à cinquante mètres de la place Charles-de-Gaulle comme on l'appelle.

— Pour de nombreux Algériens, c'était là une réédition : ils avaient connu « octobre à Paris » en 1961.

— Non seulement, aucune des personnes embarquées n'avait manifesté mais encore nombre d'entre elles ont été cueillies dans le quartier « au jugé », par des voitures de police banalisées qui « rondaient ». D'où, d'ailleurs, l'embarquement de quelques Iraniens, Marocains, etc.

L'Amicale des Algériens en Europe était venue en force, pour « contre-manifester » semble-t-il.

Malheureusement, la carte d'adhésion à cette honorable institution, n'est pas encore de ces signes distinctifs que les limiers en tenue de la Cité décèlent du premier coup d'œil. Résultat : les « militants » furent aussi embarqués, même pas dans des fourgons spéciaux. Il faut cependant rendre hommage à l'efficacité de nos services diplomatiques : dès la première heure, les « cadres » - ou le personnel diplomatique ? - furent nommément appelés et libérés, puis le gros des troupes put sortir sur présentation de la carte magique. Le peuple n'avait pas beaucoup apprécié, mais la police fut intraitable : les ordres étaient les ordres. A tel point que de nombreux « amicaux » qui, prudence calculée ou étourderie, avaient omis de se munir de leur carte de fidélité, furent refoulés et durent suivre la filière populaire du commun : relevé d'identité, mini-interrogatoire, photographie, fichier informatique, etc.

J'apprends qu'un autre lot a été dirigé sur le Commissariat de St Lazare. Dernières sorties : dimanche vers 2h du matin.

R.S.

## JE SUIS KABYLE, ALGERIEN ET ARABE



Tableau de Rachid Kerechi

Dans un grandiose élan révolutionnaire, le pouvoir algérien, ses plumitifs du *Moudjahid* et autres bonnes feuilles, se sont jurés de ne point passer pour des moitiés de cons.

Il est vain d'essayer de trouver dans les réactions du pouvoir et de ses scribouillards un semblant de caricature d'honnêteté, ou de bonne foi, qui permettrait d'engager un débat de réflexion sur les revendications culturelles de ces Algériens qui sont les Kabyles.

Il faut se résigner avec beaucoup d'efforts à mettre ce flot de « fiente verbale » déversé sur le peuple algérien au compte des grandes tâches d'édifications socialistes démocratiquement décidées.

On reste pétrifié devant le surréalisme des commentaires de la presse algérienne. Démesurée dans la perfidie, la couardise et le mépris de l'autre. La raison vacille, la connerie l'emporte... Plus grave la connerie assassine.

Ces ânes (H'achakoum) qui nous gouvernent ont parfaitement compris, soyez-en sûrs, toute la problématique culturelle des peuples (pour preuve le *Moudjahid*... qui parle au nom du peuple).

Ces ânes donc, ont parfaitement pigé, eux qui accusent le mouvement d'être à la solde de l'étranger, le concept d'état nation, concept né bien avant le Hard rock ou les punks... en Occident.

Messieurs du pouvoir, est-ce au nom de ce concept que vous empêcheriez ce peuple de parler sa langue, et à ses enfants de l'apprendre dans ses écoles ?

Pâles et serviles copies de l'Occident, l'Algérie que vous le vouliez ou non, ne sera jamais cette nation monolithique dont vous

avez par manque d'imagination, été chercher le modèle clé en main à l'étranger.

La Nation arabe ? Celle dont vous parlez... Idem. Caricature de nation où de l'Atlantique à la Syrie, on réprime et on torture ceux qui osent ouvrir leurs gueules.

Vos petites  
frontières

Vous n'avez vraiment pas l'air cons dans vos costards trois pièces et vos petites frontières de nous parler de nationalisme, et de Nation Arabe. Alors que dans le même temps vous vous acharnez à détruire une composante de la culture algérienne, et au-delà du monde arabe (celui dont je parle n'est pas le vôtre certainement). Kabyle, Algérien, arabe... Je suis ! Toi l'immonde crapule qui donne des leçons de patriotisme. Immonde crapule quand tu te revendiques du million et demi de martyres de la révolution, pour me taxer d'agent de l'étranger ! Immonde crapule encore quand tu exhumes ces martyres et nous les montre à la face du monde comme les putains montrent leurs cuisses.

L'invective certes fige, mais quoi, cela soulage quelquefois, merde !...

Sur le fond tout de même, qu'en est-il ? Serait-ce seulement un problème kabyle ? Pour sûr non ! Cette explosion soudaine n'est que l'aboutissement naturel et logique des contradictions accumulées au fil des années. Contradictions d'autant plus insensées et criminelles que l'Appareil dirigeant du Parti et de l'Etat a toujours éludé, la réflexion sur la composante culturelle de la société algérienne.

Il parle de patriotisme culturel de l'Algérie, mais qu'en a-t-il fait ?... Rien... Si ce n'est de l'avoir sclérosé.

Dans sa faillite et son inefficacité il persiste à se présenter comme défenseur de l'héritage culturel, et taxe de « vils comploteurs » ces Algériens qui sont descendus dans la rue pour exprimer leur ras-le-bol de l'inertie chronique des appareils dirigeants. Ces gens dans la rue, ce qu'ils ont violemment signifié au pouvoir, c'est qu'un patrimoine ou un héritage culturel ne peut être réduit dans nos sociétés à une simple référence anecdotique. Il n'est de sociétés qui ne se définissent à des degrés divers par rapport à son héritage culturel. Par là même, à Tizi, était posée la question du « rapport à cet héritage ».

Rapport de folklorisation et d'objet de curiosité dans un cas où alibi dans l'autre, pour le pouvoir.

Rapport d'assimilation critique, et plateforme de projection dans le futur pour tout non-déficier incurable.

Impérialisme  
culturel

Vouloir construire l'unité nationale sur des frustrations, sur l'ignorance des réalités profondes et du fonctionnement de ses structures relève de la démente et sans trop chercher, de l'impérialisme culturel.

L'identité culturelle a été le moteur de l'histoire du Mouvement Révolutionnaire Algérien, et cette même motivation joue aujourd'hui dans la revendication kabyle. Eléments antipatriotiques disent-ils !... diversion et injure facile. Le patriotisme dans la mesure où il jaillit du terroir et est un

sentiment élémentaire qui obéit à l'instinct, est précisément contenu dans le mouvement berbère.

Ce mouvement loin d'être le fait de groupe d'opposition ou d'éléments antinationaux manipulés, est bien au contraire un mouvement populaire qui a ébranlé le pouvoir central habitué au ronronnement de ses appareils.

Après coup il y dessine la main de l'étranger, mais pendant des années, il n'a pas vu la course de la main algérienne lui arriver dans la gueule.

L'exigence collective, de destin, impose que l'on considère la diversité ethnique et linguistique comme composante de base de la société algérienne, et au-delà du monde arabe. Autour de la langue de communication commune peuvent s'épanouir des cultures spécifiques. C'est à cette exigence que tient la réalité de nos entités nationales, et du monde arabe. La reconnaissance des spécificités culturelles et leur développement est précisément ce qui dynamiserait le sentiment de l'appartenance à une entité politique définie. Celle des états et d'autre part une aire culturelle plus vaste celle du monde arabe.

Mais là est toute la problématique... car qui dit culture dit objet de connaissance et donc mutations décisives : et là du Maroc à la Syrie il est peu probable que...

Le pouvoir algérien dans cet épisode s'en tire aussi lamentablement que le pouvoir tunisien dans le soulèvement de GAFSA. Les mêmes arguments, les mêmes justifications...

Au fait, étaient-ils berbérophones ou arabophones à Gafsa ?...

J.S.K...

# A Paris : Du côté des cafés...

Libre opinion

## «Les semeurs d'espoir»

par Mohamed Harbi

Des centaines de blessés ? Peut-être des morts ? Des dizaines d'arrestations tant à Alger qu'à Tizi-Ouzou, « Radio-Trottoir » a traversé la mer emmenant avec elle les rumeurs les plus folles et des plus alarmistes...

Faute d'informations de la part des autorités algériennes et du « tout va bien » (El Moudjahid). L'isolement de la Kabylie ne fait que renforcer l'idée qu'il y a eu un « massacre » durant les trois jours d'émeute à Tizi-Ouzou. Une maladie s'est emparée des Algériens depuis les événements : « la journalite ». Il n'est pas rare de rencontrer un Algérien avec deux ou trois journaux sous le bras, bien qu'une certaine méfiance règne à l'égard d'une presse nostalgique connue pour ses sentiments anti-algériens. « On veut savoir ». « Pourquoi a-t-on envoyé l'armée occuper la Kabylie ? ». « Que veulent les étudiants ? ».

Ici, beaucoup de travailleurs ont leurs enfants scolarisés dans les différents lycées de la région de Tizi-Ouzou. C'est donc leur progéniture qui s'est affrontée trois jours durant avec les C.N.S., ces « gladiateurs ».

Autant dire que dans la communauté algérienne de Paris, l'émotion est grande. Chacun ici voudrait être rassuré sur sa famille. De Barbès à Ménilmontant, en passant par Stalingrad, Crimée, Jaurès, etc. Les discussions vont bon train. Au moins, ici, le débat est ouvert.

Azazga, Sidi Aïch, Ain El Hammam, Akbou, etc. Autant de bourgades de Kabylie d'où sont issus nombre d'immigrés algériens. En effet, 65% de la communauté algérienne vivant en France est originaire de Kabylie et particulièrement de la région de Tizi-Ouzou.

Après les scènes d'émeutes de ces derniers jours qui ont secoué toute cette région, l'émotion cède la place à l'indignation. Pourtant, les cafés ont retrouvé une de leur fonction que l'on avait cru morte : celle d'être un lieu de débat (sorte de djemaa du village).

On s'interroge sur les motivations des étudiants. Pourquoi le pouvoir a-t-il choisi la force au dialogue ? Vraiment, on ne comprend pas ! Comment a-t-on pu en arriver là ? Envoyer l'armée couper la Kabylie du reste de l'Algérie. D'après certains témoignages de travailleurs arrivés du pays ces derniers jours, des blindés camperaient aux portes de la ville et deux bataillons de parachutistes seraient venus renforcer les C.N.S. et

les gendarmes. Ceux qui reviennent du pays parlent aussi de plusieurs dizaines d'arrestations dont les chanteurs Aït Menguelet et Ferhat, le groupe Yougourten...

Dans un café d'Aubervilliers, un vieux travailleur en congés en Algérie au moment des événements dira : « Je ne pouvais croire qu'on en arriverait là entre Algériens. Ce sont les C.N.S. qui ont fait le plus de mal, ils sont arrivés par un train spécial venant de Sidi-Bel-Abbes. Quand ils ont pris l'université, ils ont chargé baïonnette au canon. Je suis sûr qu'il y a eu des morts. Le lendemain, toute la population des montagnes est descendue sur la ville pour savoir ce qu'étaient devenus les étudiants. Et les affrontements avec la police ont repris de plus belle et cela a duré pendant trois jours.

de. Je ne sais pas lire pourtant j'achète les journaux pour voir s'il y a des

photos. Au début, je n'ai pas bien compris ce qu'ils voulaient, les étudiants. Je savais qu'il y avait une histoire de langue kabyle, oui,

enfin qu'ils manifestaient pour pouvoir parler notre langue sans honte ; après tout, le kabyle est une langue d'Algérie. Moi, je n'ai jamais fait de différence entre un Constantinois, un Oranais ou un Kabyle. Nous avons fait la guerre ensemble pour le même drapeau. Les Français n'ont pas réussi à nous faire plier pendant 130 ans, alors, quand je pense à ceux qui sont morts pour l'Algérie, j'ai honte ».

Beaucoup, de l'âge d'Ahmed, me diront à peu près les mêmes choses. La honte : voilà ce qui revient sur toutes les bouches des « vieux ».

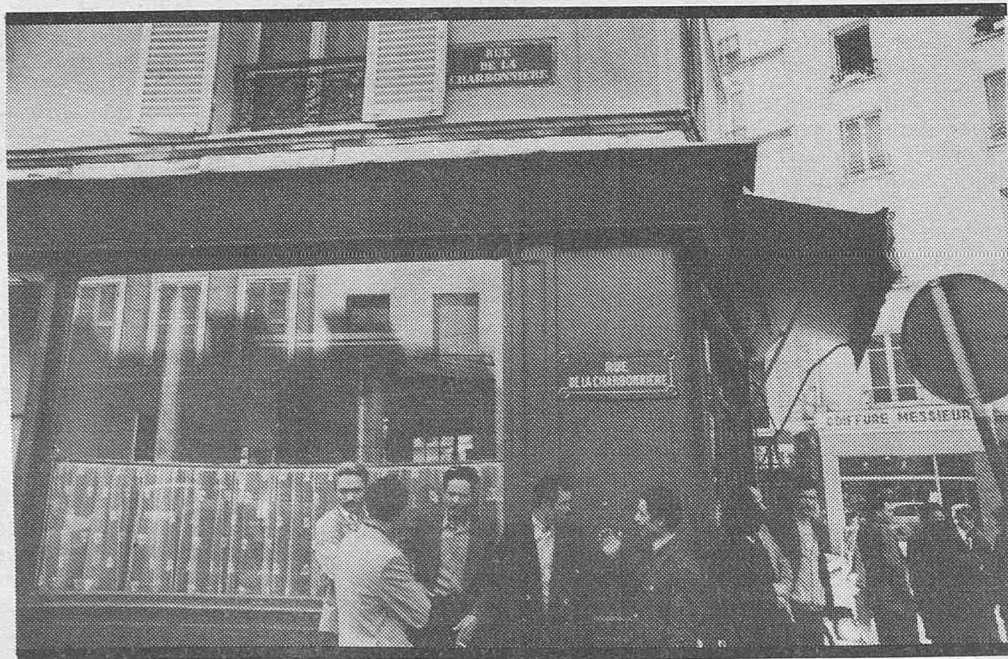


Photo DRI

Jusqu'à maintenant, j'avais confiance dans le gouvernement, mais après ce qu'il vient de se passer, c'est fini. Boumedienne, lui, il aurait pas fait ça, il est bien mort, pourtant, je souhaite de tout mon cœur que tout cela se passe vite car on peut craindre le pire. J'ai peur de la guerre civile et l'Algérie n'a rien à y gagner ».

Dans le 19<sup>e</sup> arrondissement, dans les cafés, l'heure est à l'indignation surmontée d'un sentiment d'impuissance. Tel Ahmed, la cinquantaine, que j'ai rencontré dans un café tout proche de Stalingrad, et à qui je demande ce qu'il pense de ce qui se passe en Algérie en ce moment :

« Ecoute, j'ai deux fils : l'un est étudiant à Tizi-Ouzou et l'autre travaille à la SONELEC. Avec tout ce que j'entend, j'en suis mala-

Dans un autre café de la rue Caillé, un représentant de l'Amicale essaie d'« accrédi-ter » la version officielle. « C'est un complot des Marocains et des Français pour briser notre unité nationale et casser notre révolution ».

Areski a aussi la cinquantaine, il croit dur comme fer à la thèse du « complot orchestré de l'étranger ». A l'autre bout du bar, un jeune l'écoute sans rien dire

puis soudain, lui lance sans détours : « Tu as bien appris ta leçon dans El Moudjahid. Ceux qui sapent l'unité nationale sont au gouvernement. Qui crée le climat de guerre civile en envoyant l'armée occuper la

Kabylie et en la coupant du reste de l'Algérie ? Sache que je suis d'accord avec les revendications des étudiants. Nous devons défendre les étudiants mais...

dre notre culture qu'elle soit d'origine arabe ou berbère ».

L'intervention de Mohand jette un froid dans le café. Plus personne ne parle. Areski va vers le bar fuyant le débat. A la table voisine, les dominos claquent... c'est reparti pour un tour.

Voilà l'ambiance qui prévaut dans les cafés algériens. Des sentiments mélangés de honte, d'angoisse et de révolte...

Par contre, c'est à Barbès que j'ai rencontré le moins de compréhension pour les étudiants de Tizi-Ouzou, hormis quelques cafés. La peur de la division hante les esprits, plus sensibles à la propagande officielle ici. Tahar, un jeune étudiant que j'ai rencontré dans un bar de la Goutte d'Or, m'explique qu'il n'est pas contre les revendications avancées

« Et si c'est vraiment un coup de Hassan II pour nous attaquer comme en 63 ? Je n'ai rien contre la langue berbère. Je pense que sur le fond, leurs revendications sont légitimes mais que le moment est mal choisi. Je pense que le pouvoir a commis une grande erreur en interdisant la conférence que devait donner M. Mammeri. Enfin, nous verrons bien ! L'Histoire tranchera... ».

Après ces petites « tournées » de bistrot en bistrot, « pour » ou « contre », « Kabyle » ou « Arabe », tout le monde attend un geste d'apaisement et surtout que l'on retire les forces de répression de Tizi-Ouzou. Beaucoup sont sans nouvelles de leur famille. Et comme la rumeur, la colère pourrait bien aussi traverser la mer...

Farid Aïchoune

Le problème de l'Etat, lieu d'organisation privilégié des intérêts bourgeois est au cœur des crises d'identité qui secouent l'Algérie.

Si l'arabo-islamisme s'exacerbe et jette les étudiants arabisants dans la rue, c'est que l'arabisation promise depuis 1962 n'aboutit pas et ne peut pas aboutir : conçue et menée comme une opération de contrôle social, elle est l'objet de manipulations politiques de lapart de nouvelles féodalités qui visent à investir l'Etat.

Si les bénéficiaires de la culture en français, arabophones et berbérophones, reguiment, c'est que leur prééminence politique et sociale est remise en question par tous ceux qui veulent gérer la langue arabe pour orienter la parole du peuple. Ils ont cependant raison de souligner que la confusion entre la langue arabe, la religion et le conservatisme mène droit à une traditionalisation qui compromet la modernisation du pays même si on se doit de leur objecter que les masses ont raison d'être hostiles à une modernisation à l'iranienne.

Si la Kabylie se révolte, c'est que depuis 1962, l'Etat algérien, héritier de la tradition jacobine française et des pratiques répressives du despotisme oriental, cherche à briser toutes les diversités. Il interdit le pluralisme culturel pour ramener autour de lui un peuple diversifié en utilisant l'idée de nation, il centralise l'économie, se fait entrepreneur culturel et rejette dans les marges tous ceux qui pourraient faire obstacle à ses tentatives d'intégration. L'aménagement du territoire et le développement servent moins à répondre aux besoins des populations qu'à renforcer le pouvoir incontrôlé de la caste dirigeante. L'attention particulière accordée à la Kabylie depuis 1964 vise d'abord, il faut le dire et le répéter, à faire avaliser l'élimination des représentants enracinés dans le terroir et la réduction de la revendication culturelle, source de pluralisme.

L'arabo-islamisme consacré par voie autoritaire doctrine officielle du FLN depuis 1956, conforte l'Etat dans son jacobinisme et justifie l'exclusive contre la culture berbère parce qu'elle réintègre le pluralisme dans le champ politique. Idéologie inapte par définition, à assimiler l'apport antérieur, à la conquête arabe, l'arabo-islamisme ne peut déboucher que sur la répression culturelle et l'étouffement de l'esprit critique.

Les tentatives coloniales

de dresser les Algériens les uns contre les autres pour s'opposer à la reconnaissance d'une entité nationale ne peuvent être décevantement opposées à la reconnaissance de la langue berbère. Faut-il rappeler à ce sujet, que les hommes qui avaient soulevé en 1949 dans le Parti du Peuple Algérien, la question culturelle berbère se recrutaient dans le parti de l'insurrection et que nombre de leurs adversaires étaient des réformistes. Que la colonisation ait cherché à utiliser la spécificité berbère à son profit ne préjuge rien de sa réalité. Soutenir le contraire revient à dire que le problème berbère existe parce que la France a eu une politique kabyle. Ce raisonnement spécieux rappelle celui du gouvernement français, qui en 1954, imputait la révolution algérienne à la politique de l'Egypte.

Pas plus que la politique coloniale française, la primauté du développement ne saurait être invoquée contre la satisfaction de la revendication culturelle berbère en Kabylie. L'argument de la croissance dont l'écrasante majorité des Algériens ne connaît les déboires, sert à légitimer une stratégie d'intégration nationale dans un cadre absolutiste et à occulter la formation accélérée d'une nouvelle bourgeoisie. La lutte pour l'enseignement du berbère est une lutte légitime dont l'aboutissement doit être celle de tous les Algériens réellement soucieux d'unité.

Elle a rouvert le débat sur les choix fondamentaux de l'Algérie que le FLN a arbitrairement clos en 1956. Portée par des générations nouvelles qui n'ont pas « été à la soupe », elle a agi comme un révélateur des mécanismes de pouvoir et mis à nu, le formalisme des institutions et la nature répressive du régime algérien.

C'est donc une revendication démocratique qui repose dans leur ensemble, les rapports de la société civile et de l'Etat et permet de reconstruire une Algérie où la diversité dans la liberté, la tolérance religieuse, la laïcité, l'égalité totale de l'homme et de la femme, l'anti-racisme, deviennent concevables.

Tous ceux qui veulent prémunir l'Algérie du péril de la régression et faire en sorte qu'elle ne soit plus l'archipel de la totalitarité doivent s'élever contre les prétentions du gouvernement algérien d'exclure les citoyens de la solution de leurs problèmes. Ils doivent condamner la répression en Kabylie et se mobiliser d'urgence pour la libération des détenus, « ces semeurs d'espoir ».

# IDIR: « La chanson est la réaction à un phénomène d'opinion »

Depuis la mi-mars, le problème berbère est au centre de l'actualité. Parti sur un problème culturel, il débouche aujourd'hui sur un problème politique de fond qui en fait, était latent. Parmi la foule d'anonymes « interpellés », des artistes dont le seul crime est de répercuter les volontés profondes de leur peuple.

contestation.

A Paris, nous avons rencontré Idir, chanteur algérien, interprète du fameux « Avava nouva » et Ali Sayad, membre du comité de défense des droits culturels en Algérie. Tous deux, lors d'une discussion, nous donnent leur point de vue, et comment ils s'intègrent face au problème culturel qui est soulevé.

Idir, après son retour de Belgique, a décidé d'aller en Algérie, rejoindre les autres, parce que vivre dans l'incertitude de nouvelles gonflées ou pas, n'est pas une solution pour lui.

Nous avons une culture qui nous est propre depuis des millénaires. En passant neuf mois dans le ventre de nos mères, les premiers sons que nous entendons sont les siens. Au foyer on s'exprime d'une certaine manière ; on sort de la maison pour aller à l'école on apprend autre chose ; autre chose que l'on ne retrouve pas dans ce que l'on a appris à la maison... Cette différence fait déjà en nous des opprimés parce que ce que l'on apprend à l'extérieur nous est imposé. On nous empêche même de développer cette atmosphère dans laquelle nous baignons : notre propre culture. Et c'est à partir de là que les réactions se légitiment.

## POURQUOI LA CHANSON ?

La chanson est un moyen des plus accessibles à la culture. Les autres formes d'expression sont pratiquement inexistantes. Du côté de la tradition kabyle, tout ce qui était théâtre, chanson était mal vu, car c'était vendre sa personne, sa voix. Pour une tribu particulariste comme la nôtre il ne fallait pas que l'on sache ce que nous possédions... Il n'y avait pas encore de prise de conscience collective de la berbèrité. Toutes ces difficultés ont fait qu'il n'y avait aucun mode d'expression valable si ce n'est la chanson qui s'échappait par le biais des bergers, des parias, des hors la loi, et de tous ceux qui se moquaient de la loi du village ou de la loi des hommes. Il y avait des troubadours qui venaient chanter en échange de poignées de figues, des gens qu'on ne considérait pas vraiment intégrés à la société kabyle. Les poètes aussi comme Si Moh ou M'hand qui a été reieté de son village et a dû quitter la Kabylie pour pouvoir écrire. A travers son œuvre on ressent tout ce qu'un prisonnier peut éprouver. Même à la création de la radio kabyle, il y a eu énormément de difficultés pour ceux qui y travaillaient, notamment les chanteurs. Jusqu'à moi qui ai commencé en \*1973. Si mon père n'était pas mort, je n'aurais certainement jamais pu chanter. L'art n'est

pas considéré comme un moyen d'expression...

Au lendemain de l'indépendance, il ne se faisait rien du point de vue culturel. La chanson est née surtout de l'émigration. Les gens venaient ici. Ils étaient séparés de leur contexte familial, sociologique, du village ou de la tribu. Ils vivaient dans d'autres conditions... Donc forcément ils chantent et quoi ? La terre qui est loin, les enfants qu'ils ont laissés, la misère dans laquelle ils sont... C'est la réaction à un phénomène d'oppression. La prise de conscience était telle que n'importe qui chantait. Il n'y avait pas de belle ou mauvaise voix, de bons ou de mauvais musiciens, on venait dire des paroles sur un support musical archaïque et cela passait. Vers 72-73, la prise de conscience des gens venait à parler de l'identité culturelle, de retour aux sources. Nous avions une raison de vivre, nous avions des motifs... nous les avons transposés là-dedans. Et c'est dire qu'est née la nouvelle forme de chanson kabyle qui a commencé à être plus engagée, plus contestataire.

## IL Y A DES MAINS QUI SE TENDENT

Au début cela a été une manœuvre de stockage... des descriptions peut-être un peu naïves sur notre mode de vie, des relations que nous avions entre nous, notre originalité par rapport à ce qui nous entourait, de ce que l'on nous enseignait à l'école et de ce que l'on vivait à la maison... Maintenant c'est arrivé au stade où l'engagement devient politique. Ce qui est dommage parce que c'est un peu une fausse route on a commencé par la Kabylie. On était à l'échelle de la famille, ensuite à l'échelle du village, ensuite à l'échelle d'un clan, de la tribu. On sort un peu à Alger parce que le Kabyle a longtemps été replié sur lui-même jusqu'à ces deux, trois dernières années. Les gens pensaient kabyle et n'essayaient pas de s'ouvrir un peu, de respirer. Cela se retrouvait dans la chanson. On chantait le Djurdjura, la femme kabyle, le petit lait, la robe

kabyle... Maintenant cela commence un peu à dépasser ce qui avait un lien direct avec la région. Mais on n'est pas sorti de l'auberge. Ça fait peur à certains mais je les comprends. La prise de conscience n'est pas encore totale. Elle n'est pas encore arrivée là où elle doit arriver comme de chanter aujourd'hui en arabe aux gens qui ne comprennent pas le kabyle. Si on le fait, les gens vont prendre cela comme une lâcheté, une trahison. C'est dire qu'on est à un point assez primaire de ce côté-là. Après il s'agit de prendre conscience d'autres groupuscules kabyles à l'échelle nationale : les Aurès, les Touaregs... d'essayer d'établir des contacts avec eux et les lier directement à l'identité al-

gérienne.

En Algérie, il y a un public arabophone qui ne comprend pas le kabyle, mais qu'on est arrivé à attirer vers nous avec une musicalité, avec du travail. Cela veut dire qu'il y a des mains qui se tendent. Le tout maintenant c'est d'organiser les rencontres. Mais des incidents comme il y en a eu ne risquent pas d'arranger les choses. Cela ne risque que d'augmenter les inimitiés qui existent entre les faux concepts arabes, chaouias, kabyles... Cela tend à monter les tensions régionales. Quand ils disent notre unité nationale est à travers l'arabe classique, l'arabe classique n'est pas le reflet des aspirations du peuple. Si on reconnaît le

berbère comme une composante de la culture d'ensemble algérienne, d'un autre côté on reconnaîtra l'arabe dialectal en tant que tel et les communications se feront. C'est pour cela que personnellement je combats à travers la chanson.

Comme il peut y avoir un problème entre l'arabe et le kabyle, il peut y avoir le problème entre le fils d'immigré qui parle le français le père qui le parle moins. J'ai remarqué qu'il y avait un fossé entre le père qui a une certaine culture et les jeunes qui sortent de la rue et qui écoutent autre chose à la radio. Depuis que cette musique est née, elle met à contribution le vieux et le jeune. Ils se retrouvent en elle. Le texte rappelle des

choses au vieux et la musicalité n'est pas étrangère au jeune. Il se crée un moyen de communication qui ne se faisait peut-être pas avant. Les jeunes se font même traduire le texte qu'ils possèdent mal.

Au départ j'étais aussi traditionnel que possible et par la suite j'ai senti ce besoin de dépasser ce cadre et de me rattacher à une cause politique. Parmi les chanteurs kabyles, nous sommes tous d'accord pour une cause commune, une revendication culturelle, mais quand il s'agit de greffer, là-dessus, une idéologie politique, cela devient autre chose.

**Propos d'Idir recueillis par Anthéa**

## POINT DE VUE

# Le pouvoir a politisé lui-même le problème

par Ali Sayad

## L'ISLAM ORIGINEL

L'Islam a été institutionnalisé puisque dans la Constitution, l'Islam est la religion d'Etat. Ce n'est pas une question de conviction personnelle. L'imam, chef religieux, est un fonctionnaire et perçoit un salaire. Tout ça a pour but de caporaliser l'Islam ; non pas l'Islam tel qu'il est ressenti par les populations mais donner un islam qui est absolument différent de l'Islam algérien parce que celui-ci rend compte des croyances populaires. L'Islam maghrébin n'est pas l'Islam originel. Le ministère des affaires religieuses (ministère des Habouzs) a été rattaché à la présidence pour lui donner plus de poids et tend à enseigner l'Islam originel tel qu'il était enseigné par Ben Badis.

## C'EST QUOI L'AUTHEENTICITE ?

Un certain nombre d'organisations, dites de bienfaisance en faveur des immigrés, n'ont rien fait pour permettre à l'immigré sa réinsertion au pays. On lui enseigne deux langues qu'il n'est pas ancré à pratiquer au pays, dont l'arabe classique. Quand le jeune immigré part, il est complètement perdu au nom d'une authenticité algérienne. Or, il n'appartient pas à d'autres de nous la donner ; il appartient aux Algériens de se la fixer, de la récupérer. Et puis, l'authenticité est un mythe qui ne veut rien dire.

## ALI SAYAD

*Ethnologue, directeur de la revue d'études berbères Tisuraf (à petits pas) et membre du comité de défense des droits culturels en Algérie.*

L'Afrique du Nord a été le pays des Berbères et à la suite des hasards de l'histoire, une partie de la population a été arabisée, mais l'arabe algérien, entre autres, est un vocabulaire arabe sur une grammaire berbère. En fait, l'arabe classique est une langue qui nous est étrangère, qui n'est parlée par personne. Les arabisants qui pratiquent, tous les jours, par l'écrit cette langue, ne la pratiquent pas quotidiennement dans leurs rapports avec les gens. Pour acheter du pain, on utilise soit le berbère, soit l'arabe algérien. C'est au nom d'un nationalisme arabe qu'on nous impose cette langue. Or, la nation arabe est un mythe qui n'a jamais existé. On veut reproduire le moyen-âge où l'arabe classique avait effectivement produit ses chirurgiens, ses philosophes... Mais à partir des 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup> siècle, cet arabe mythique qui était réservé seulement à une certaine caste de clercs, ne s'est jamais reproduit. La masse populaire a toujours été étrangère à cette langue qui appartient encore aujourd'hui aux clercs. L'arabe classique est une séquelle du colonialisme. On a encouragé l'Arabe en Algérie comme moyen d'échange sur le marché ; or, celui-ci n'a jamais utilisé l'arabe classique. Aujourd'hui, le pouvoir, mais déjà à partir de Ben Bella qui disait « Nous sommes des Arabes, nous sommes des Arabes... », a suivi cette séquelle et c'est ainsi qu'il y a eu une marche vers l'arabisation. Si avant, le combat c'était l'ancien colonisateur, aujourd'hui, le combat est pour l'identité nationale où la nation algérienne doit reconnaître ses composantes

qui sont l'arabe algérien et le berbère.

## LA GOUTTE QUI FAIT DEBORDER LE VASE...

En Algérie, il n'est pas possible de manifester pour des revendications politiques ou sociales. Seul le culturel pouvait l'emporter. Ayant été effectivement écrasée, la population en a eu ras-le-bol, si bien qu'une conférence, « poésies anciennes de Kabylie », qui n'a vraiment aucune signification, mais qui fait partie du patrimoine culturel, ayant été interdite, cela a déclenché une manifestation pacifique des étudiants. Face à cela, le pouvoir a répondu par les armes, par la force. Donc, à partir du moment où le pouvoir a répondu par les armes, par l'agression, par la répression, il a politisé lui-même le problème.

## LE PHENOMENE N'EST PAS REGIONAL

Le phénomène n'est pas régional comme une certaine presse l'imagine. Il est national. Le problème ne s'est pas posé seulement à Tizi-Ouzou mais dans l'ensemble du département de la Kabylie : Bougie, Batna, Sétif, Bouira ; suivi à 100% à Alger. La grève n'était pas seulement étudiante, mais concernait aussi les travailleurs et les paysans. Les usines SONELEC et SONEGZ, les usines textiles ont suivi le mouvement. Mieux, ils ont formé des comités de défense des droits culturels ainsi que dans d'autres universités régionales comme Bel Abbes, Batna au nom de l'arabe algérien, du berbère, et

# Tizi Ouzou: la révolte de l'espoir

## Correspondance de Tizi Ouzou

Le canon du PM du motard se balance à 5 cm du nez du conducteur. Ça y est. 4ème barrage de gendarmerie franchi depuis Alger. Tizi-Ouzou est à 10 minutes. C'est lundi 21 avril et il est 5 heures quand nous tournons autour de la place du Rond-Point. Quelques cailloux et du verre brisé çà et là sur la route et une quinzaine de C.N.S. en tenue veillent encore autour de l'immeuble de l'UGTA.

Quelques heures plus tard je suis réveillé par des cris. Des groupes de 5 à 10 jeunes marchent tranquillement au milieu de la rue, quelques vieux s'y mêlent. Je me précipite à la fenêtre, c'est pour voir une première charge rapide qui fait refluer tout le monde vers la mosquée. Il est 9 heures. Un ami arrive et nous raconte les derniers événements. L'avant veille les gendarmes sont intervenus à la faculté occupée (celle-ci se trouve à 5 km à la sortie de la ville) à 4h du matin, tous les occupants endormis ils frappent, visant la tête avec les crosses des kalashnikovs. Il y a 340 blessés dont beaucoup gravement, fractures du crâne yeux arrachés. Voilà d'où vient la nouvelle des 32 morts entendue tout au long de ces 4 jours : il est tout à fait probable qu'il y ait eu des morts vu la gravité des blessures. D'autres nouvelles circulent également: les filles auraient été violées, les chiens auraient été lâchés... Ce matin seuls quelques panneaux routiers sont tordus et aplatis sur la chaussée.

Nous sortons, les groupes se forment et se déforment, pas de hâte apparente ni d'énervement. Les flics n'interviennent qu'aux ordres et les manifestants peuvent les approcher de près. Arrivés aux alentours de la Wilaya vers le midi l'agitation est grande.

Quelques poutrelles métalliques et autres matériels sont en travers des rues formant des mini barricades.

Une femme nous crie avec de grands gestes quelque chose en berbère je me fais traduire : « Allez-y tous ! Tapez fort ! ». Au détour d'une petite rue les flics qui ont amenés un de leur camion auto-pompe ne semblent pas très à l'aise, les canons à eau balayent rapidement la foule, des jeunes pour la plupart, armés de barres de fer de frondes traditionnelles et de quelques mini cocktails molotov fabriqués dans des bouteilles de soda.

Beaucoup de flics en civil traînent un peu partout. A un carrefour derrière la poste gardée par des hommes casqués de blanc PM et Kalashnikovs munis du chargeur, nous nous attardons un peu. Les flics arrivent chargeant de façon dispersée, quelques grenades à main explosent sur notre droite. Des vieux assis accroupis devant leur logis nous font signe de nous éloigner. Nous sommes bien trop voyants. Tout au long de ces journées nous entendons souvent les vieux nous dire sans aucune animosité : « Rentrez chez vous c'est plus prudent » et les jeunes « alors vous venez avec nous vous battre ? ». Les flics sont un peu partout, souvent quelques uns qui chargent entre les baraquements d'une vieille cité. Intermède de couscous

aux fèves. Ici c'est la grève générale depuis le « massacre » de la faculté. Toutes les boutiques ont store baissé. J'essaye de savoir comment la population se ravitaille. Cela fait 48h, pour l'instant pas de problème.

Nous nous rendons chez un ami d'où nous pourrions assister aux affrontements de l'après-midi, c'est à une des sorties de la ville. Là jusqu'à 19h les gens se battent autour d'une maison en construction. Les flics ont l'avantage du terrain, ils sont en haut d'une pente ils peuvent jeter leurs grenades à main plus loin. Les manifestants ripostent avec des projectiles divers et les frondes visent juste. Certains s'approchent à 10m des CNS. Un camion autopompe arrive en haut de la pente mais ne peut avancer il serait trop vulnérable dans ce petit chemin de terre. Plusieurs jeunes me racontent qu'un groupe d'officiers commandant les opérations du secteur a été encerclé quelques instants plus tôt par des manifestants qui les ont finalement laissés passer.

Tout à coup des discussions s'engagent entre forces de l'ordre et manifestants; quelques flics jettent leur matraque en direction des manifestants et leur demandent de venir s'approcher. Quelques flottements et un des plus actifs s'avance. Nous pensons à un piège.

Juste derrière c'est la campagne : quelques groupes se reposent à l'ombre des figuiers et des oliviers. La situation évolue, les flics laissent passer les gens et les affrontements cessent. Nous en profitons pour regagner le centre. Les barricades ont grandi et se sont multipliées elles atteignent toutes 1m50, et les arbres coupés à la scie s'emmêlent avec les poteaux électriques.

Beaucoup de débris jonchent les rues. Les affrontements se sont déroulés partout dans la ville avec comme limite l'avenue principale: au nord les quartiers populaires autodéfendus et barricadés au sud la caserne, le tribunal.

## L'unité nationale

Survient un groupe de manifestants avec en tête une seule banderole (la seule que je verrais durant tous les événements) y est inscrit en français et en arabe au-dessous: « Vive l'unité nationale ! ». Ils avancent vite dans l'avenue principale et sont bientôt 2000. A la gendarmerie devant laquelle ils passent, c'est la prise d'arme et la levée du drapeau. Voilà quelques heures, ce même drapeau a été brûlé par les manifestants. Les forces de l'ordre n'interviennent pas et les jeunes et souvent très jeunes qui sont là crient : libérez les étudiants. Rencontre d'un enseignant français qui parle du malaise dans les lycées. Certains élèves ont en effet déjà « disparus » et lui-même semble très affecté de ces faits. Nous nous séparons, deux gros flics en civil tournaient autour de nous cherchant à écouter les nouvelles que nous échangeons. Reconfirmation du nombre de blessés, il dit 440 à 500, et dont la gravité de certains, parlent de plaies faites par baïonnettes aux membres et au ventre qui lui auraient été décrites par un

collègue français travaillant à l'hôpital. Rien de plus à propos des morts sinon que tout le monde indique le nombre de 32.

La manif revient, il est à peu près 19h. Depuis déjà un quart d'heure beaucoup de cars et de Landrover sont partis derrière eux et les contournent mais pas d'interventions. Les jeunes continuent de demander la libération de leurs camarades. Un car de police qui arrive droit sur la manif est encerclé mais les manifestants le contournent et donnent à peine quelques coups dans la tôle. Cela ressemble vraiment à de la provocation. Des groupes de jeunes discutent avec les « darakis » en armes autour de la gendarmerie. J'en vois même un qui seul s'explique avec beaucoup de gestes entouré d'une vingtaine de flics et de gendarmes. Encore des cars qui foncent sur la manif et remontent vers lacaserne. Des jeunes sautent et s'accrochent aux grilles quelques secondes d'où ils essaient de briser les vitres, et resautent vite : quelques dizaines de mètres plus loin c'est la caserne...

Parti en quête d'information si possible plus sûr, nous revenons à la nuit. Les rues sont calmes, seuls les convois de gendarmes-flics n'arrêtent pas de circuler. L'ambiance est tendue. Ce silence... Lorsque nous rentrons chez nous, nous sommes seuls dans les rues, il est minuit passé. Nous croisons les Galeries Algériennes dont les vitres ont été cassées et « aveuglées » par des cartons mais en se penchant à l'intérieur je vois quelques matous-berbères se faufiler entre les piles de shampoings jaunes et pisser d'aise sur le boîtes de conserves.

Des marquages sur la chaussée « berbères vivront » au tube d'encre de ronéo. Nous arrivons au rond-point. Quelques CNS nous dévisagent vraiment surpris. Beaucoup de débris partout sur la voie publique. Quelques vitres cassées à l'immeuble du FLN. Nous rentrons nous coucher. Réveillés mardi dès 9h par les cris dans la rue. Même scène qu'hier.

Nous parcourons la ville, les barricades sont toutes conséquentes, le feu est mis à de vieux pneus. Des rouleaux de grillage de fer à béton sont étendus verticalement barrant sur 2,50m les rues. Seul un petit passage sur un côté permet de circuler.

La population déjà très nombreuse continue à occuper les rues, ils commentent la journée d'hier. Nous arrivons chez notre ami. Ils nous faut chercher de l'essence et un véhicule pour circuler. Là, un de ses amis qui vient de faire 30 km à pieds à travers les montagnes pour lui apporter... du pain. C'est tout naturel explique-t-il. Il fait presque ça tous les jours. Mais aujourd'hui c'est particulier, une grande manif est prévue à Tizi en début d'après-midi, et il nous montre des colonnes d'hommes descendants des collines environnantes. 6000 montagnards nous dirait-on plus tard. Nous prenons la direction des montagnes du Djurdjura qui se détachent maintenant sur un fond de ciel bleu. La journée sera belle le soleil est là. Nous croisons des groupes

de jeunes hommes certains sont partis depuis la veille.

## Un guide curieux

L'un nous raconte qu'il y a un mois aux Beni Yenni (petit village au flanc du Djurdjura) les cars de la SNTV ont été attaqués par les habitants et cassés. Alger, a depuis cessé de faire parvenir ceux-ci.

Aux portes de la ville plusieurs pierres et boullons sifflent à mes oreilles; mais je ne vois pas les lanceurs. Un homme pantalon et blouson de jean environ la quarantaine, la moustache noire, arrive vers nous et nous demande qui nous sommes. Après lui avoir expliqué, ils nous proposent de nous escorter. Il fait un signe à des collègues. Je vois une fronde se déplier (une simple bande de cuir souple) derrière un mur au bout d'un bras. Au moins cinquante mètres. De temps à autre, notre « guide » ramasse une pierre et la lance dans les fourrés. Nous n'apercevons rien. Il nous explique que des hommes sont là munis de frondes, de projectiles et de barres. Cela va durer jusqu'à la grande caserne de pompiers à l'extérieur de la ville... Ceux-ci sont en grève également avec occupation et auto-défense. Ils nous expliquent que toute la population est contre les violences.

Les ouvriers occupent avec piquets de grève. Un tas de pierres et de barres à la porte de l'usine.

Il nous quitte là et nous remet une signature sur une

feuille de carnet. C'est un laissez-passer. Nous allons à 10km et pouvons rencontrer des obstacles... Un vieux maquisard attend les arrivants et leur donne les premières consignes: visez ceux qui portent des mitraillettes avec des pierres. Quelques explosions retentissent les premières grenades. Des fumées noires s'élèvent, les vieux pneus qui brûlent. Une deux trois colonnes au-dessus de la ville. Les cigognes qui avaient fait leurs nids sur les pylônes électriques autour du FLN s'écartent de Tizi et planent boudeuses au-dessus des champs humides. Aux alentours les femmes vont laver le linge d'un pas tranquille, les troupeaux paissent,

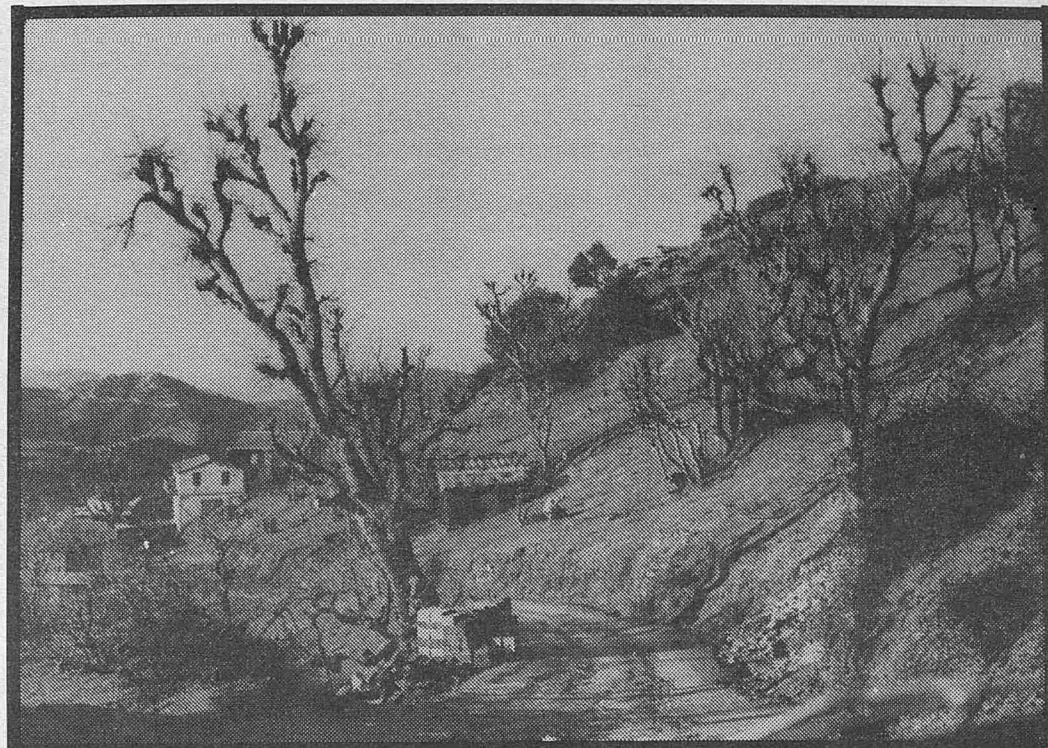
des gosses nous font un brin de conduite, et nous montrent de derrière l'université Oued Aissi. De nombreux cars et camions kakis forment un barrage derrière les grilles. Sur la route qui relie les montagnes de nombreuses 404 et 504 bâchées bondées de montagnards se dirigent vers la ville. Sur l'autre route un important convoi de gendarmerie avance lentement.

En début d'après-midi, les véhicules devant nous font précipitamment demi-tour à l'entrée de la ville. Un convoi de darakis, une vingtaine de cars et landrovers, deux autopompes avancent et stoppent tout autour des hommes courent dans la campagne. Les gendarmes descendent avec d'abord des chiens bergers allemands tenus en laisse. Une trentaine. Tout ce qui se trouvait là a été mis en travers de la route pour stopper les forces de l'ordre. Nous continuons sans nous occuper des flics.

La bagnole force pour passer un arbre. On gêne au maximum la progression des gendarmes qui nous oblige à aller sur la droite : une route qui monte en direction du chantier de la nouvelle mosquée. Tout autour ce sont les champs et les gendarmes ne poursuivent qu'eux-mêmes.

Ils sont attaqués sur leurs côtés depuis les champs. Je remarque l'air crispé des meneurs de chiens en casquette. Nous continuons vers la ville mais stop là on ne passe plus, une barricade de terre de 1,80m sur toute la largeur de

Demi-tour nous prenons à droite au carrefour et continuons ainsi jusqu'au prochain barrage de Darakis qui nous obligent à prendre un chemin de traverse. Nous allons traverser comme ça tout le quartier nord les gens soulevant à chaque des vingt barricades franchis la voiture que nous laissons à la sortie opposée. Toute la population masculine est dehors. Quelques filles également. Mais ce sont des étudiantes. Sur les barricades, de vieux pneus flambent un peu partout. La casse est énorme. En quelques heures, tout ce qui est officiel a été systématiquement cassé, pillé, brûlé. La gare routière est dévastée sur les deux étages : toutes les vitres cassées, bureaux, classeurs et paperasses évacués par les fenêtres. Autour un feu allumé s'est éteint. La villa de l'ancien wali, actuel ministre de l'enseignement a été attaquée et brûlée. Les écoles ont leurs vitres cassées. Tout ce qui est cassable l'a été. Des tonnes de papiers officiels sont répandus sur la chaussée. Des gosses ramassent quelques classeurs et partent fiers de leur butin. Un homme sort de la nouvelle bibliothèque avec un bureau en bois sur son dos. Les CNS sont à 100m occupés sur leur droite. Ils nous empêchent de passer et nous faisons le détour par la place du rond-point. Là le spectacle est tout à fait digne des meilleures journées parisiennes : 8 R16 retournées entièrement brûlées devant le FLN. Un camion auto-pompe finit de se consumer entièrement dé-



la route. La pelle mécanique qui a servi à cet usage est en travers.

truit. Les rues sont couvertes de pierres, briques, verres brisés sur une épaisseur de 10cm. Les flics certains assis par terre à l'abri semblent avoir dégusté. Le cinéma a été dévasté les deux hôtels également. Du siège du FLN, il ne reste que les murs et le toit. Tout l'intérieur a été sorti les dossiers déchirés. Les affrontements vont durer encore tard jusque dans la soirée. Des gendarmes viennent relayer les CNS derrière le siège du FLN. Deux sont équipés d'une sorte de fusil d'assaut avec lance grenade anti-personnelle, un troisième, porte deux petits caisses grises. D'autres ont la baïonnette au canon du Kalashnikov.

## Tout ce qui est cassable...

Les hommes nous proposent de soulever la bagnole pour la lui faire franchir. Mais ils renoncent bien vite, il faudrait d'abord déblayer. Par derrière, les gendarmes se sont encore avancés sur la route. Ils sont bien vulnérables au jeu de pierres. Dans les mains des hommes des faucilles, des pelles et des fers à béton. Les vieux qui sont descendus avec leurs pétroliers ont été priés de retourner...

## Témoignage de TiziOuzou

Rentrés dans la maison, les flics nous ordonnent de fermer volets et fenêtres. J'observe accroupi depuis un balcon : les gens qui sont abrités dans des chantiers voisins d'où ils dirigent leurs attaques. Cela durera ainsi jusqu'à 23h. Nous ressortons à cette heure là; dans notre dos à 15 m les paroles échangées dans les talkies-walkies par les gendarmes. On passe seuls au milieu de la rue. Devant la mosquée un vieil homme allongé sur le dos au milieu de la chaussée s'est assoupi les pieds nus réchauffés par la lueur orangée d'un pneu qui finit de brûler. Il est à 200m des flics protégé par un de ces grillages en travers qui ne se voit plus la nuit qu'en arrivant dessus. Nous faisons un rapide tour et voyons dans la cité autour de la poste toujours gardée, les gens s'agglutiner les uns chez les autres, pour se nourrir et échanger les informations. Lorsque nous remontons je vois la 505 blanche du tribunal (Break aménagée en cellule à l'arrière) remonter vers les quartiers nord escortée par deux Landrovers. Puis deux coups de feu nets; et la 504 redescend à toute allure précédé des deux Landrovers bombardées de pierres et roulant sur le tapis de projectiles. Quelques instants plus tard je vois dans l'immeuble en face des gens qui observent de derrière les volets, allument et éteignent rapidement la lumière dès qu'il y a du passage dans la rue. Il semble que la peur s'est installée. Nous pensons à une ratonnade systématique des flots aux alentours. De fait, au cours de la nuit je verrai plusieurs scènes de ce type. Quelques civils accompagnés de darakis se précipitent dans un immeuble qui est devant et où il y a un passage marchand et en ressort à chaque fois avec un prisonnier. Très rapidement. Aucun bruit. Aucun cri. Ce silence est horrible. Pas précipités sous la fenêtre, 4 gendarmes courent vers l'immeuble de l'UGTA. Il est trois heures du matin. Le lendemain la situation reste inchangée : barricades, partout les gens contemplent l'importance des combats et de la casse. Les affrontements continuent encore mais le plus gros est passé. Maintenant les montagnards repartent, les gens parlent. La bannière « Vive l'Unité nationale » reste accrochée à la barricade devant la wilaya. On me parle de plantes de pieds brûlées. Nous quittons Tizi en fin de matinée, à Bordj Menaël, tous les panneaux routiers cassés ont été évacués sur les bords de la chaussée. La caserne de gendarmerie a son enseigne cassée. Toute la population est dehors. Nous avons croisé plusieurs convois de flics qui se dirigent vers Tizi Ouzou. Six barrages de gendarmes contrôlent les véhicules dans cette direction mais nous laissent passer vers Alger.

Mercredi soir à Alger, plusieurs groupes courent dans les rues presque désertes criant « Berbères vivront ».

Le lendemain je sens les regards souvent agressifs peser sur moi. Je surprendrai le patron de l'hôtel visitant ma chambre. Pas gêné, il ne s'explique même pas.

Louis PAGES

## Pointe-A-Pitre

Après les « événements » qui ont suivi la tentative d'imposer l'heure d'été en Martinique, Guadeloupe, nous avons reçu de Pointe-A-Pitre une correspondance de l'intérieur. Maryse, jeune femme guadeloupéenne, raconte comment elle a vécu la situation :

La Guadeloupe est en pleine transformation. Les Blancs n'ont pas peur de dire que le pays leur appartient, ce qui veut dire qu'ils font ce qu'ils veulent car l'heure d'été, que l'on voulait imposer à la population, n'était pas pour arranger les Noirs et leur a créé pas mal de problèmes.

Les travailleurs de la canne de certaines administrations, les enfants, les conducteurs de bus (certaines personnes, le soir, n'avaient plus de moyen de locomotion pour rentrer chez eux).

De la part du gouvernement, c'était sans doute un test, vu l'approche des élections. Les Guadeloupéens et Martiniquais ont très bien réagi. Dijoud avait peur car il ne s'est déplacé sur « ces territoires d'Outre-Mer » qu'en avion et hélicoptère. Les Martiniquais ne l'ont

# «La Gwadeloup Malad O»



Photo C. Weiss

pas vu mais il est allé passer une petite journée à Marie-Galante, boire et manger sur notre compte. La situation du pays et les soi-disant mises au point sur certaines améliorations pour lui se sont soldées avec à peine une heure d'entretien. Les journalistes étaient fouillés : pas d'enregistrement, pas de photos.

Heureusement qu'il y a eu une contestation générale et que le « cirque » n'a duré

qu'une semaine. Juste avant son départ pour la métropole, la Radio annonce que l'heure redevient normale le dimanche, à 00h00 (24h00). J'ai cru, un moment, qu'ils allaient encore accepter d'être manipulés par leurs colons.

Malgré tout, il y a eu un attentat, à « Radio FR 3 », après le départ de Dijoud, revendiqué par le « GLA », Mouvement Révolutionnaire pour l'Indépendance, qui prévenait, entre autres, que tous les Blancs devaient

quitter l'île pour le 31 décembre 1980.

De moi-même, j'ai pu constater que certains métropolitains rentrent chez eux, tard, avec des fusils dans leur voiture (entraînent !) et que les chiens sont dressés, pour quel usage? A chacun de penser ce qu'il veut !

Les lycéens de Baimbridge sont sur les brèche car il n'y a pas de raison suffisante pour orienter les jeunes sur des cycles courts

(BEP...) et ne pas leur permettre de continuer jusqu'au Bac.

Les plages sont aux métropolitaines : les seins nus, et les fesses à l'air.

Ce qui m'a désolé, encore plus, c'est que la mentalité d'esclave est toujours là quand même.

Les Martiniquais essayent, depuis la semaine dernière, de décider les frères guadeloupéens vers une grève générale. La concertation est en cours ! Dans les îles, cela bouge aussi !

Cuba montre aux Russes, aux Américains, qu'il est prêt! Dijoud a annoncé, pour le mois de mai, le débarquement de 2000 hommes, avions ... pour des essais nucléaires dans la Caraïbe.

J'ai rencontré beaucoup de jeunes qui essaient de survivre. Les « Rastas » sont considérés comme des voyous, des drogués alors qu'ils organisent. Les gens des ghettos comprennent puisqu'ils essaient de résister pour que l'on ne rase pas ce qu'il leur reste et mette, à la place, les H.L.M. qui sont atroces.

Correspondance.  
Maryse Marley

## INTERVIEW

Mercredi 30 avril se tenait à l'AGECA la première manifestation publique du « Comité Permanent Antillo-Guyanais de lutte contre la répression ». Un public peu nombreux, mais attentif était venu soutenir cette initiative. Il y avait aussi les militants : toujours les mêmes. Des exposés clairs et précis ont brossé des tableaux de la situation politique, économique et social dans les pays d'origine. Mais auparavant, ce comité composé de diverses organisations anticolonialistes, avait bien voulu répondre à quelques questions.

**Sans Frontière :** Quelle est la nature exacte de ce comité ?

**Le Comité :** Face à l'amplification de la répression des immigrés y compris les Antillais, un certain nombre d'organisations de masse ou politique ont décidé de se réunir contre l'isolement. L'unité réalisée lors de l'affaire Boutrin nous

a montré à quel point l'unité était payante. Il y a eu de très nombreux télégrammes de protestation adressés à la présidente de la cour de Versailles. Et désormais nous voulons agir de manière permanente sur tous les cas de répression dont sont victimes les Antillo-Guyanais en France.

**S.F. :** Quelles sont les organisations qui participent à ce front ?

**Le Comité :** Pour le moment il y a le Regroupement de l'Emigration Antillaise (REA), l'Amicale des Antillais de Bobigny, les Martiniquais Communistes en France, l'Union Progressiste Antillaise (section émigration du Parti Progressiste Martiniquais) et le Groupe Révolution Socialiste (Groupe trotskyste). Mais nous attendons d'autres groupes, car le comité est ouvert à tous.

La réunion-débat de ce soir est notre acte de naissance. Pour le moment

nos principaux axes de travail sont les suivants :

— faire connaître l'existence du comité par la diffusion, par exemple d'une brochure ou d'une plateforme commune;

— essayer de créer une sorte de réseau de solidarité d'abord sur Paris et la région parisienne afin de briser l'isolement des Antillais-Guyanais ici ;

— appeler à une solidarité entre les Antillais et les luttes qui se déroulent dans leurs pays d'origine. Ainsi, en mobilisant les Antillo-Guyanais ici, le mouvement ouvrier français sera obligé de prendre en compte nos problèmes ici et là-bas.

Nous donnons une définition large de la répression. Elle est aussi bien dans les tracasseries administratives que dans les difficultés à trouver un logement décent ou directement dans le métré lors des contrôles d'identité. En ce moment nous préparons le procès d'un jeune Réunionnais,

Claude Allier, accusé de coups et blessures à agent au cours d'un contrôle dans le métro. Et cette préparation est aussi bien juridique que politique.

**S.F. :** Et vos rapports avec les autres immigrés qui font face tous les jours et de manière visible, à la répression, quels sont-ils ?

**Le Comité :** La tendance, avec la crise, est de plus en plus à une répression sans discrimination. Et lorsque nous luttons contre la répression des Antillo-Guyanais, c'est contre la répression des autres immigrés que nous protestons.

**S.F. :** Oui mais, de droit les Antillo-Guyanais sont Français et de ce fait ne tombent pas sous le coup des lois Bonnet-Stoleru. Par exemple, lorsque le député du 18ème dit que les Antillais sont gênants, mais qu'on ne peut pas les expulser car ils sont Français

c'est quand même autre chose. Donc la répression est vécue différemment.

**Le Comité :** Dans notre plateforme nous dénonçons notre déportation ici et la politique coloniale de la France, et nous nous disons immigrés. Politiquement nous nous plaçons parmi les immigrés. On dit que les Antillo-Guyanais sont dans la fonction publique, oui mais dans quelles conditions ? Avec des bas salaires. Nous devons mobiliser l'émigration Antillo-Guyanais car lorsque le pouvoir frappe les autres immigrés c'est qu'il se prépare à frapper aussi les Antillais et les Guyanais. Ainsi, nous devons participer à un maximum d'actions et être solidaires. Par exemple le 7 juin nous participons à une fête immigrée du MRAP.

Propos recueillis par  
Aline N'GOALA

Adresse du Comité : 10 impasse Guéménée 75004 Paris.

# de Jean Benoit E. Comme Esclaves

D'entrée de jeu Jean Benoit affirme sa thèse : les travailleurs immigrés sont une nouvelle sorte d'esclaves et il s'explique. « Le mot paraîtrait fort à certains. Qualifier d'esclaves ceux qui, par leur labeur, ont contribué depuis un demi-siècle à l'industrialisation de l'Europe, n'est-ce pas les dénigrer, les marginaliser, les rabaisser au niveau d'un Lumpenproletariat, de ce prolétariat en guenille dont Karl Marx décrivait la condition au XIX<sup>ème</sup> siècle, lorsque le sous-emploi et la faim produisaient une armée de réserve industrielle ? N'est-ce pas les isoler du tissu social et, du même coup, pour reprendre une expression galvaudée, diviser la classe ouvrière ? Mais quelle commune mesure entre la classe ouvrière des pays développés, obnubilée par ses propres discours, ses divisions... et certaines couches, sans cesse remplacées, de travailleurs migrants, parmi les plus démunis, innombrables et inorganisés, dépossédés de tout, même de leur histoire ?... Ainsi voudrait-on nous

faire croire qu'il n'y a plus de vrais esclaves, qu'il n'y a plus de personnes déplacées, surexploitées, broyées dans leur vie affective, sociale, culturelle, sexuelle, mais uniquement des esclaves volontaires. Immigrés-de-leur-plein-gré. Des Gastarbeiter : des travailleurs-hôtes, comme disent, par un subtil euphémisme, les Allemands.

Et rappelle : « L'esclave, ce n'est pas seulement l'homme placé sous l'autorité absolue d'un maître qui l'a rendu captif ou qui l'a acheté comme une marchandise. C'est aussi l'homme qui vit sous la dépendance d'un autre, ou d'un groupe d'autres, et qui subit cette domination sans pouvoir se libérer ».

En effet, lors de la grande mobilisation des années 72/73 pour la carte de travail et de séjour, et contre le statut de clandestinisation de l'immigration en France, les immigrés criaient : « Nous voulons en finir avec l'esclavage des temps modernes ». C'est précisément cette situation d'esclavage que J. Benoit a entrepris d'analyser dans son livre qui tire

son titre de ce terme fort et rebutant « E... comme esclavage ».

JB journaliste au Monde, de la rubrique sociale et plus précisément chargé de suivre les événements dans l'immigration, lui-même immigré belge, analyse dans ce livre, le phénomène migratoire afin de saisir et de situer l'immigration en France et dans le monde. Ici ce qui est communément appelé la « division internationale du travail », prend son sens plein.

Quand on sait les passions qui se déchaînent dès que l'on aborde la question de l'immigration, et toutes les précautions qu'il est nécessaire de prendre pour rendre compte d'une « condition (in)humaine » faite dans cette « terre d'asile » qu'est la France, l'analyse touchant à l'itinéraire de l'immigration englobant les ressorts de l'exploitation, de l'accident du travail aux crimes racistes, passant par le chauvinisme en France, se fait l'écho des inquiétudes à partir de faits et d'actes connus mais qu'ici prennent valeur d'avertis-

sement et de sonnette d'alarme.

A ce propos la préface de Tahar Ben Jelloun est éloquent et donne au livre une dimension encore plus poignante. Même si sa lecture est assez difficile.

E... comme esclave ne se contente pas de pleurer sur le sort de ces esclaves, que sont les immigrés, dans une analyse percutante, il montre comment les émigrés deviennent immigrés, que si il y a des candidats à l'émigration, c'est essentiellement la volonté du pays d'accueil qui est à la source du phénomène migratoire.

Jean Benoit explique pourquoi le pays d'accueil, et les pays d'émigration s'arrangent « Et s'interroge sur les rapports de force. Ils résident essentiellement dans les inégalités de développement entre les nations, dans les séquelles du colonialisme et surtout dans la domination exercée par les pays riches sur les pays pauvres. Les flux migratoires de travailleurs ne trouvent pas leur source dans la bonne ou la mauvaise volonté des hommes, ils sont le produit direct, mais

non fatal, de ces inégalités. Et souvent les classes privilégiées des pays colonisés, ou plus ou moins décolonisés, comme celles des pays développés, y trouvent leur compte. Car des deux côtés, se développe une exploitation du migrant ».

Et souligne l'incidence de l'émigration sur les pays d'origine : « Et il n'est pas rare que des projets de développement ne puissent démarrer, faute de main-d'œuvre jeune et qualifiée disponible sur place. On voit déjà l'une des grandes conséquences du phénomène : l'émigration engendre un circuit économique parallèle à l'économie nationale et qui prélève d'une façon provisoire, sinon définitive, une partie du potentiel humain. Ainsi apparaît un marché international de l'emploi ».

Jean Benoit envisage ensuite toutes les facettes de la politique d'immigration, la fonction logement n'est, pas la moindre, et sa description, ainsi que l'analyse qui en est faite, permettent de saisir de près l'ampleur du problème.

JB n'oublie pas non

plus les conflits qu'a vécu l'immigration ces dernières années, et sa manière de s'imposer, dans un monographie il retrace les moments forts de la lutte des immigrés ; cependant une omission à reprocher : la réaction des immigrés à la vague de crimes racistes à Marseille, en septembre 73 ; quand les immigrés arabes essentiellement ont décréé la grève générale qui fut un moment essentiel dans le réveil de la conscience immigrée.

Avec modestie Jean Benoit dit qu'il aurait aimé affiner plus son livre, il est vrai que la situation actuelle des immigrés évolue vite, tant au niveau institutionnel qu'au niveau des luttes.

E... comme esclave est une provocation à la réflexion, au-delà de la situation des immigrés... C'est un acte essentiel, une pièce nécessaire pour la mémoire, et sans nuls doute un livre de références pour l'histoire de l'immigration.

Saïd BOUZIRI

E... Comme esclave : Jean Benoit, Editions Alain Moreau, prix 65F environ.

## Du bidonville à l'expulsion

Entre l'univers gris d'une lointaine banlieue et le retour forcé au bled, il y a un acte administratif dont on ne soulignera jamais assez le caractère inhumain : l'expulsion. Déjà révoltant quand il touche un travailleur expatrié, cet acte l'est encore plus quand il frappe un jeune immigré qui n'a que des rapports lointains avec son pays d'origine. Il suffit souvent de peu de choses pour passer d'un monde à l'autre : un délit occasionnel, un soir de tristesse, une bêtise rendue presque nécessaire par le chômage, l'ennui et l'alcool.

Du bidonville à l'expulsion, itinéraire d'un jeune Algérien de Nanterre, est un témoignage de première main à verser dans le sinistre dossier des expulsions arbitraires. C'est le récit véridique et poignant d'un jeune immigré de la « deuxième génération » en instance d'être expulsé. Après avoir été condamné à deux mois de prison avec sursis et 200 francs d'amende.

Motif de la condamnation : violence à un agent. L'affaire est encore compliquée par le fait que le jeune immigré vit avec une Française dont il a un enfant. L'injustice s'ajoute au drame familial et lui confère un caractère presque tragique.

L'auteur, François Lefort vit actuellement à Alger depuis une dizaine d'années

après avoir longuement côtoyé et écouté de nombreux jeunes immigrés de Nanterre. Ce témoignage - souvent à la limite du supportable - est aussi et surtout un cri de révolte contre l'expulsion, ses innombrables conséquences et ses multiples visages. Un livre dur sur une réalité encore plus dure dont la lecture ne peut laisser indifférent. Les hommes de loi ne pourront plus dire : « Nous ne savions pas ». Ils savent, nous savons tous maintenant ce qu'expulsion veut dire.

Donc, un petit livre qui ne sera sans doute pas un best-seller et qui n'aura pas le prix Goncourt, on aura du mal à se le procurer en librairie ; c'est le centre d'information et d'études sur les migrations méditerranéennes qui l'édite et qui en assure la diffusion. Aussi vaut-il mieux s'adresser directement à lui : C.I.E.M.M., 46 rue de Montreuil, 75011 Paris. Il s'intitule : *Du bidonville à l'expulsion, itinéraire d'un jeune Algérien de Nanterre*. Il a été écrit par un prêtre, François Lefort, celui-ci a simplement recueilli le témoignage d'un jeune immigré sur le point d'être expulsé. Cela vous coûtera 20 francs + 3,80 F pour frais de port

Mohamed

## Une maison des femmes noires?

Les 1er et 2 mai, pendant deux jours, le Bataclan s'est enflammé au son des tambours des cris, des chants. Quelque chose se passait ! Des artistes noirs de tous les pays : d'Afrique et des Antilles, des hommes et des femmes étaient venus là chanter et jouer gratuitement pour qu'une maison de femmes noires existe à Paris.

Dans la tête de ceux qui étaient dans la salle, quelque chose avait bougé. Et tant pis pour ceux qui n'étaient pas là pour célébrer cette naissance.

Autour du spectacle entièrement conçu et réalisé par les femmes de la Sangana (association de femmes en lingala) divers artistes se sont produits ; parmi eux une griote malienne Niama Makalu, un groupe de frères Jamaïcains à Londres, les Brimstones, Guy Konkot et le groupe Ka de la Guadeloupe, le groupe de musique antillaise Mangot Vert, un

Une maison de femmes noires à Paris ? Pourquoi pas ? Une maison où toutes les femmes noires pourraient se rencontrer afin que détresse cesse d'exister. Un lieu où nos différences se rencontrent, un lieu où os solidarités réunies élèveront des murs autour de notre exil et de nos isolements. excellent groupe instrumental dit Ovo, le guitariste camerounais Charles Ewandjé, un balafoniste ivoirien du nom de Dybi Ayké, le danseur béninois Koffi Kokko. La troupe culturelle Sangana a chanté et dansé un conte poétique « Odjibi

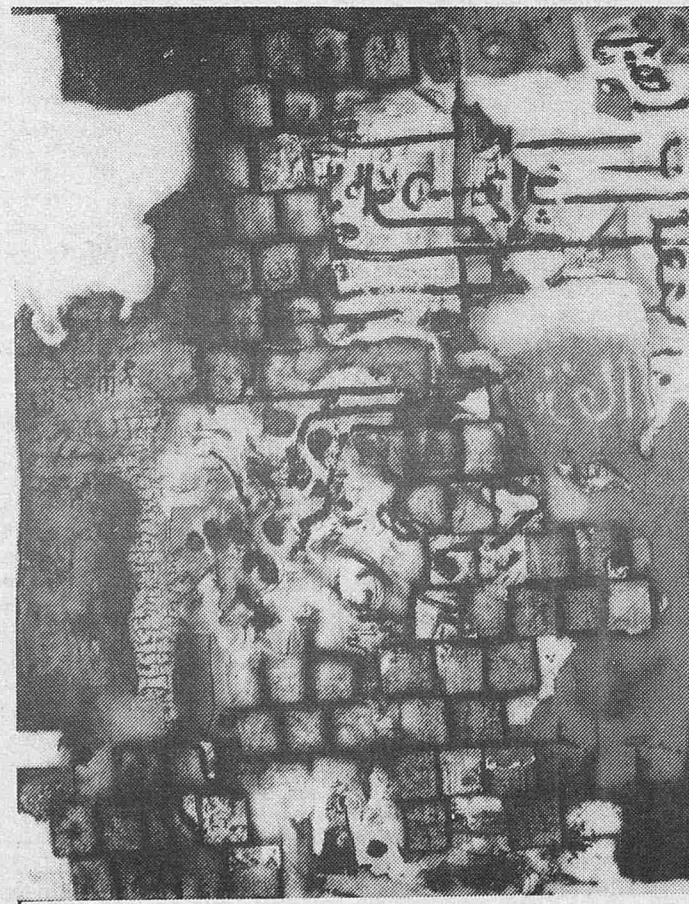
ou la patience a des limites », retraçant l'histoire des femmes noires de la période précoloniale à nos jours. Les fonds réunis à l'issue de ces deux galas sont destinés à l'ouverture de cette maison. Mais pour que ce projet aille jusqu'au bout et pour que cessent les problèmes auxquels sont confrontées les milliers de

femmes noires à Paris, une souscription est ouverte. Elle permettra l'existence de permanences juridiques, de réunions d'informations sur la contraception et l'avortement, d'une bibliothèque de documentations et d'informations. Ce centre sera également un lieu d'accueil et de loisirs pour les enfants immigrés avec des cours

d'histoire et de géographie sur leurs pays d'origine, des cours d'alphabétisation dans leurs langues d'origine (créole, oulof, lingala, boulo, etc...). Pour tous renseignements s'adresser au 10 rue de l'Isly 75008 Paris « Pour une maison de femmes noires à Paris ». Tél 292 18 80.

A.N.

## Exposition de RACHID KHIMOUN



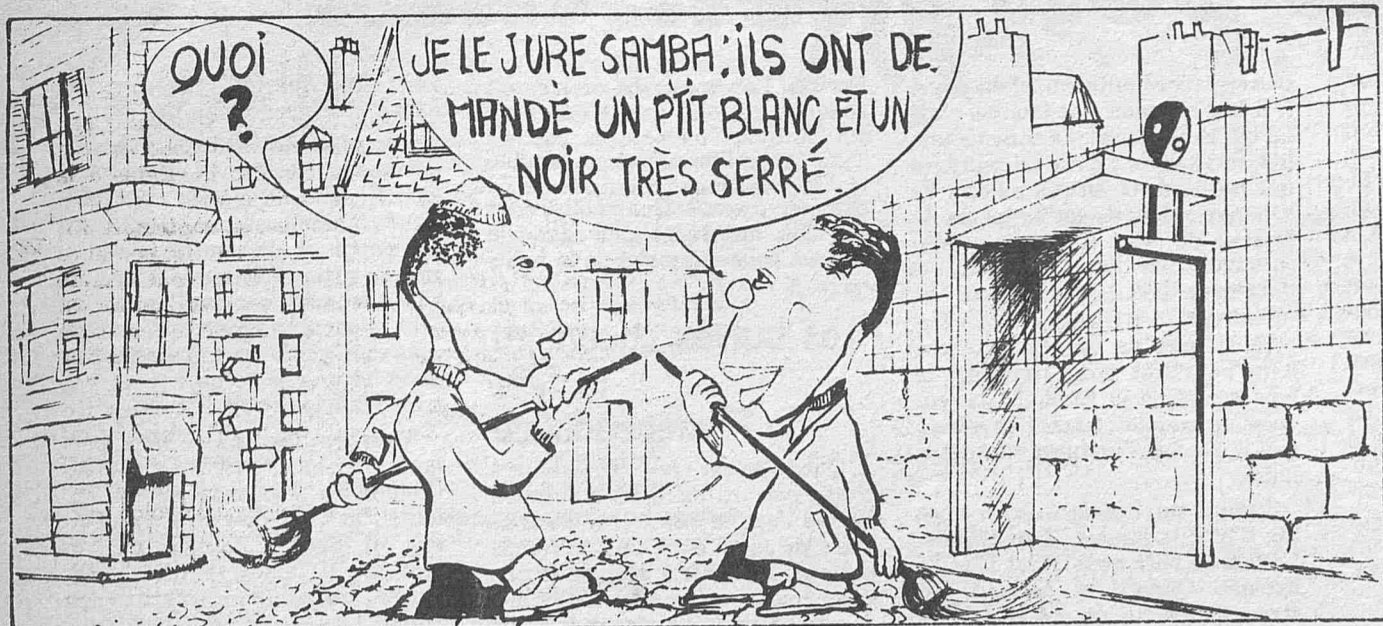
Deux périodes dans la vie de ce peintre algérien né en France. La période Khimoun R., faite de camaïeux marons et bleus et de grandes taches blanches recherchant quelque chose que lui-même n'arrive pas à définir, et la période Rachid où découvrant la calligraphie lors d'une grande exposition en Angleterre sur l'Islam, il tente de faire éclater cette écriture arabe qu'il ne connaît et ne comprend pas dans des arabesques folles mêlées à son ivresque recherche de nouvelles formes.

Collages, objets de la rue, tout matériau qui attireront son regard et dans lequel il pourra inscrire ses formes seront le produit picturale de l'œuvre de Rachid qui se réconcilie avec lui-même devient ainsi plus accessible à tous.

Il expose jusqu'au 17 mai à la Galerie Peinture fraîche 29 rue de Bourgogne dans le 7<sup>e</sup>.

Tableau de Rachid Kimoun

NOIR TRÈS SERRÉ



# MOHAMED SUIT MOHAMED !...

Je suis né dans un village de montagne à 10 kilomètres d'Azaga en Kabylie en 1948. A 5 ans, on est tous partis en France. C'est une région très boisée de la grande Kabylie à 25 kilomètres de la mer. C'est là que l'opération jumelle a eu lieu pendant la guerre. Mon père était déjà immigré depuis 1946. Il travaillait à l'usine de sucre *Lebaudy* à Paris. C'est une usine célèbre dans notre région pour notre village. Tous les hommes qui partaient en France passaient par cette usine. Mon grand-père avait déjà travaillé chez *Lebaudy* avant mon père et d'autres hommes de ma famille, mes oncles. Ils étaient tous dans le 19<sup>e</sup> à Paris. L'usine avant la décentralisation est partie à Marseille et en province. Les femmes de chez nous ont fait une chanson sur cette usine : « Avec la paye de *Lebaudy*, tu peux t'acheter une chemise à crédit ». *Renault*, c'était la boîte qui paye bien avec des avantages, des primes. *Lebaudy*, c'était minable. En 1969, après les Maos, il y a eu des grèves, des syndicats avec des délégués immigrés.

Les hommes sont partis seuls en France. Ils étaient mariés au pays. C'est une région très peuplée et pauvre. Depuis toujours, les hommes se sont expatriés à Alger, en France, ou bien ils s'engageaient dans l'armée française. Mon grand-père a eu douze enfants. Chaque enfant en a eu sept ou huit. La famille a été divisée par la France. Dans la même famille, tu as eu les Aït-Youssef et les Aït-Moussa, alors que c'était deux frères. On avait des terres et des bois de chêne-liège, mais ça ne suffisait pas pour nourrir tout le monde. L'olivier, c'est saisonnier, c'est presque rien. Les femmes faisaient la cueillette des olives, l'artisanat : la poterie, les bijoux. Les familles sont spécialisées dans le tissage, le fer, l'argent, la poterie.

Ma grand-mère maternelle tissait la laine. Il y a beaucoup de moutons là-bas, mais ma famille n'en possédait pas. Mon grand-père avait immigré en 1914 à Paris. Je connais une chanson qui dit « Mohamed suit Mohamed ». J'ai un grand-oncle qui a su s'expatrier à Michelet parce qu'on disait qu'il avait tué quelqu'un. C'était au début du siècle. Il a vécu à trente kilomètres. Pour régler l'affaire, le Marabout avait dit de donner chaque année une offrande pour Sidi-Youssef. Mon grand-père sacrifiait un bœuf entier pour le pardon de son frère. J'ai rencontré un vieux à Michelet qui m'a parlé de la lignée de ce grand-oncle.

J'ai deux oncles qui se sont mariés ici à Paris avec des Françaises avant la guerre. L'une vit au pays depuis 1945, à Alger. L'autre vit depuis 50 ans dans notre village. Elle vit comme les femmes de là-bas. Elle a un fils qui est venu trois mois en France à Paris. Il a été tué dans un café par les flics.

Ma famille a habité d'abord, rue Curial dans le 19<sup>e</sup> ; après, on est allé passage de La Brie. On avait un oncle qui possédait un café dans ce quartier. On vivait tous là, toute la famille. Mon oncle s'occupait de son fils et de ses neveux dans le café. Il leur faisait apprendre leurs leçons ; il faisait le

professeur. Leur mère n'était pas là. Il leur disait - il faut pas que vous soyez comme moi - il voulait qu'ils travaillent bien à l'école, qu'ils s'en sortent. Quand ça n'allait pas, il les battait, il les enfermait, il ne leur donnait pas à manger. Il voulait que ça serve à quelque chose d'être ici. L'un d'eux a passé son bac, il a été chef de cellule à Barbès pendant la guerre. Son père tenait une épicerie boulevard de La Chapelle, c'est là qu'ils stockaient les armes. Le concierge les a donnés, le père a fait de la prison. Le fils a continué. Il résistait sur le quartier aux harkis qui faisaient des descentes à Barbès. Après la guerre, il est parti en Algérie ; il est marié là-bas. Il a une bonne situation.

## Le café-foyer-hotel

Toute ma famille et les habitants du village habitaient dans le même hôtel ; c'était un foyer-hôtel que tenait mon oncle. On reconstituait la communauté villageoise avec l'hôtel et le café. Le café, c'était le lieu de rencontre, une sorte de boîte aux lettres, de centre d'hébergement, d'entraide. Celui qui arrivait, on l'aidait. Maintenant, ça n'existe plus. Ça se passait il y a trente ans. Depuis, c'est plutôt l'aspect mercantile qui domine. Le patron du café te prête de l'argent mais si tu ne peux pas le rendre, il te prend ton morceau de terre au village. Ça arrive. Je connais une histoire immigrée : c'est un type qui arrive dans un café avec un sac. Le patron regarde dans le sac et trouve un casse-croûte-poulet. Il lui dit - Moi, je paie quelqu'un pour faire la cuisine, alors si tu n'es pas content de la cuisine ici, tu vas voir ailleurs -. L'autre répond - Alors, il faut que je mange, que je dorme chez toi -. Il y a eu une chanson là-dessus. Les premiers immigrés se sont regroupés, ils ont mis de l'argent en commun, ils se sont achetés des cafés et l'immeuble au-dessus. Ils se sont organisés comme un village en conseil avec des responsables. Mais ça, ça disparaît aujourd'hui parce que les immigrés sont de plus en plus dispersés.

## Les lettres

Dans le café, souvent les immigrés se font écrire les lettres pour le pays par un écrivain public à qui ils peuvent demander conseil en même temps. Il faut qu'il soit étranger à la famille parce qu'entre frères ou père et fils, on ne se fait de confidences chez nous, à cause du respect. Ils se livrent plus facilement. Souvent, j'ai écrit des lettres pour des immigrés. Quand ils me lisent la lettre qu'ils reçoivent, on discute. Dans les lettres, ils disent toujours que tout va bien, c'est chaque fois : - J'ai bien reçu ta lettre... Est-ce que tu as bien reçu le mandat et le colis que j'ai envoyés. Bonjour aux grands et petits, à tel ou tel -. C'est toujours pareil. Lorsqu'il faut régler des conflits, c'est - Tu iras voir mon oncle ou le marabout ou le Hadj... -. Par correspondance, ils peuvent aussi acheter des terres, faire construire des maisons. C'est celui qui est resté là-bas, le père ou le frère qui prend tout en charge et même le mariage des filles quand l'immigré ne peut

pas rentrer régulièrement au pays. S'il faut répudier une femme, c'est lui qui le fait aussi. Je connais une histoire kabyle : c'est un immigré qui reçoit deux lettres ; l'une de son père qui lui dit qu'il répudie la femme de son fils parce qu'il n'envoie pas assez d'argent, et l'autre de son beau-père qui dit - J'ai repris ma fille parce que ton père se sert de ma fille comme d'un bourricot pour ramasser le bois sec dans la forêt. Si tu envoies un mandat, tu me l'envoies à moi -. Et lui, l'immigré se met à boire.

Quand un immigré écrit chez lui, il n'écrit jamais à sa femme. La femme chez nous, c'est *Dar*, la maison. Quand on parle à un étranger, on lui dit - J'ai fait ça pour la maison -. Ça veut dire pour ma femme. La femme n'existe pas. La lettre s'adresse à son père ou à son frère ou à son fils s'il est assez grand. Il faut un tuteur à la femme. Dans la lettre, il dit - J'ai cherché ça pour la maison -. C'était encore comme ça il y a dix ans. Maintenant, ça change un peu. La femme n'écrivait pas à son mari. Le tuteur disait si elle avait besoin de quelque chose pour la

Barbès. Les immigrés, on les voit souvent avec un grand sac Tati. En Kabylie même, on connaît Tati. Avec l'immigration familiale, les femmes commencent à changer, à sortir. Quand elles sont ici, elles ne vivent plus dans la maison sous l'autorité de la belle-mère.

## Les buttes chaumont la fête de l'indépendance

Quand on est arrivé en France à Paris avec ma mère, on a habité à l'hôtel dans le 18<sup>e</sup> à côté de Barbès. Ma mère était tout le temps malade. On était à cinq dans une pièce, même pas meublée. Ma mère ne parlait pas le français ; elle restait enfermée. Toute la journée, elle était seule. Elle allait de temps en temps voir une femme de la famille dans l'hôtel. On est resté là huit ans, toute la guerre d'Algérie. Mon père faisait les courses, le marché, les vêtements, tout pour la maison.

Ma mère faisait la cuisine dans la chambre sur un petit réchaud ; elle lavait la vaisselle et le linge dans le lavabo, à l'eau froide le

vent une femme, toujours la même. Elle me donnait des petites pièces pour des bonbons ; chaque fois que je passais, je la voyais. Je savais pas que c'était une prostituée. Un ou deux ans après, elle est partie et une autre femme a pris sa place. Elle aussi était gentille avec moi, comme l'autre. Un jour, j'en ai rencontré une, bien plus tard, dans un café arabe. Elle avait acheté ce commerce et elle travaillait là avec son mec.

Tous les dimanches, mon père nous emmenait tous aux Buttes Chaumont. Ma mère et les enfants. On s'habillait bien et on sortait en famille. J'aimais pas du tout ça. Il fallait se tenir tranquilles, on devait rester avec la famille. Ils se retrouvaient tous aux Buttes à trente ou quarante ; les femmes assises d'un côté, près de l'entrée, c'est là qu'on se retrouvait toujours, et les hommes plus loin, ensemble. Les femmes bavardaient, ça m'énervait ; elles faisaient beaucoup de bruit. Ça ne m'intéressait pas de rester là. Les hommes aussi parlaient entre eux. Moi, j'aurais préféré rester avec les copains, mais mon père nous obligeait à aller en promenade aux



maison, les enfants ; il donnait des nouvelles. C'est rare une femme qui écrit à son mari. J'ai lu une fois une lettre à un immigré. C'était la femme qui l'avait envoyée. Elle l'engueulait, elle lui disait de revenir plutôt que de se saouler et rester au chômage en France. Lui disait - Oui, c'est vrai, elle a raison -. Mais il supportait mal qu'elle lui parle comme ça. Il menaçait de la répudier, il voulait le dire, dans une lettre. Il a fallu discuter. Mais il répétait que c'était lui le maître.

Ils font les courses pour leurs familles. La femme donne l'âge, la taille, la peinture pour les enfants et pour elle, et eux vont acheter les vêtements et les chaussures. Ils allaient beaucoup aux puces à Montreuil, à la porte Aubervilliers, Saint-Ouen. Maintenant, ils vont de plus en plus chez Tati à

plus souvent. Beaucoup de familles vivent comme ça dans les foyers-hôtels à Paris à Barbès, dans le 18<sup>e</sup> et le 19<sup>e</sup>. L'immeuble de la rue Caillié existe toujours. Mais la famille et la communauté sont dispersées.

Nous, les enfants, on était toujours dans la rue. Ma mère a eu sept enfants. Quand les enfants sont tous allés à l'école, elle s'est retrouvée seule dans cette chambre. Elle sortait un peu plus pour les courses, pour aller au dispensaire, à l'école. Ma mère n'est jamais allée au hammam. Avant, les hammams n'existaient pas comme maintenant. On allait aux bains-douches du quartier. Maintenant, ma mère habite un appartement dans une H.L.M. en cité. Ils ont été relégués en banlieue. Quand on était petits, le matin, quand j'allais à l'école, je rencontrais sou-

Buttes-Chaumont et il fallait le faire.

Je me rappelle aussi qu'on allait voir en secret un cousin du F.L.N. qui habitait une chambre, un vrai arsenal. Souvent, on entendait des coups de feu la nuit dans le quartier. Il y avait des bagarres et des descentes surtout à cause des harkis. Pour l'indépendance, on a fait une fête terrible dans tout le quartier. Toute la journée, dans les cafés, on entendait de la musique arabe, des chansons ; on a mangé des gâteaux, nous les enfants à en crever. Les femmes ont fait des fêtes chez elles avec des gâteaux, du thé ; nous, on lançait des pétards partout. On explosait. Les Français devaient pas être très contents. Le quartier était à nous.

Propos de Salem Younsi  
recueillis par  
Leïla Sebbar

## PRATIQUE

### Demande de sursis militaire pour les Tunisiens

Tous les jeunes Tunisiens de moins de trente ans, qui n'ont pas effectué leur service militaire, et qui désirent passer des vacances quelque peu tranquilles... Il semble préférable de rentrer au pays avec son sursis dans la poche ! Celui-ci peut vous être réclamé dès votre arrivée à l'aéroport ou au bateau...

Pour cela, il vaut mieux le réclamer au Consulat le plus proche de votre lieu de résidence en France. Pour éviter les va-et-vient, il faut préparer le dossier (ci-dessous), demandé par l'administration du Consulat : liste des papiers : photocopie « certifiée conforme » de carte de séjour. Photocopie « certifiée conforme » de carte de travail. Photocopie « certifiée conforme » des trois derniers bulletins de paie. L'ancien sursis, si vous en possédez un. Un extrait d'acte de naissance ou photocopie « certifiée conforme ». Deux imprimés à remplir sur place au Consulat. Pour effectuer les photocopies « certifiées conformes » la démarche est à effectuer à la mairie de votre lieu de résidence ou au commissariat. Le délai d'attente du sursis ne doit pas dépasser en principe les 45 jours.

## MOUVES

CIDIM / Centre d'information et de documentation sur l'immigration et le Maghreb, 9 rue de la Rotonde, 13001 Marseille.

Nous avons le plaisir de vous annoncer la création d'un Centre d'Information et de documentation sur l'immigration et le Maghreb à Marseille. Nous nous proposons, dans ce lieu de rassembler toutes les informations, aussi bien en langue arabe qu'en français, pour les mettre à la disposition d'un public très large. A ce titre, nous avons le projet d'un certain nombre d'initiatives notamment : 1) création d'une bibliothèque arabe, 2) cours en langue arabe et berbère, 3) soirée et débats 5 (espoir d'un rythme mensuel à partir de septembre), 4) exposition et diverses manifestations concernant la vie culturelle de l'immigration et des pays d'origine. Une souscription est ouverte. Il est possible d'adhérer à l'association. Vos propositions sont les bienvenues.

Patricia Richards représentant du Parti Communiste Révolutionnaire des USA est venu en France pour dénoncer le crime d'un de leurs camarades Garcia Dominon qui s'est fait trancher la gorge. Garcia était un Chicano de 31 ans, ouvrier dans une conserverie près de Los Angeles. Il a été assassiné alors qu'il était en train de mobiliser pour le 1er mai.

### GRUPE DE FEMMES AFRO-ANTILLAIS

Conscientes des problèmes économiques, sociaux et politiques et du rôle de la femme dans nos sociétés, des femmes africaines et antillaises se sont regroupées pour réfléchir et agir. Nous nous réunissons chaque semaine. Pour tout renseignement, appelez le 680 24 14 ou le 209 18 58 à partir de 18 heures.

La Coordination des groupes femmes marocains, algériennes et le collectif des femmes tunisiennes appellent à la marche du 10 mai à 14 heures à la République

Le Collectif Avortement, Contraception, Sexualité Bichat 17ème et 18ème qui lutte pour un centre, à l'Hôpital Bichat tient ses permanences d'information tous les mercredis de 17H30, à 19H30 à la Librairie Cherche, Paris 18ème, Tél 240 67 75.

Appel à tous les Africains intéressés habitant dans le Sud de l'Eure et Loire pour aider à réaliser une semaine de l'Afrique du 27 septembre au 5 octobre au centre de loisir et de la Culture de Cloyes. Ils acceptent également la participation de groupes africains (musique, théâtre, ballet). Pour tout contact écrire au Club Estienne Richard Patrice, 44 av du 11 novembre 28220 Cloyes. Tél (16 37) 98 53 38.

## PARIS

### Cinéma

L'Album de Martin Scorsese, film de Martin Scorsese. Deux documentaires de l'auteur de *Taxi Driver*. Dans l'un (Italian American) Scorsese raconte ses origines italiennes. Dans l'autre son amitié pour Steven Prince.

Mousakir de Toshiho GOTOH. Deux enfants, des oiseaux, une très belle amitié.

La bande du Rex de 108-13. Film sur une bande de loups.

Certaines nouvelles de Jacques Davila La vie de famille à Oran, à la veille de la guerre d'Algérie. Prix Jean Vigo 1979.

Noces de sang de Samuel Ben Barka Film marocain de très belles images de pays.

Semaine du cinéma brésilien Denfer (V.O.).

Festival du film super 8, organisé par la Casa de Espana, 7 rue Quentin Bauchat 8<sup>e</sup>.

### Théâtre

Théâtre Noir, 23 rue des Cendriers, 20ème, Tél : 797 85 14. La troupe de la Mifi présente *L'Aube de Silence* d'après Tchicaya U'Tam'Si.

C'est le voyage initiatique d'un être dans la mort et dans le passé des vivants.

Haute surveillance de Jean Genet par le Théâtre du regard. Une cellule, trois hommes se poursuivent d'une intense haine amoureuse. *Théâtre*

Barzac Breiz mise en scène Jean Mogn joué par le Théâtre populaire de Bretagne. Une fresque de la culture celtique. Centre d'Art Celtique, 20H30.

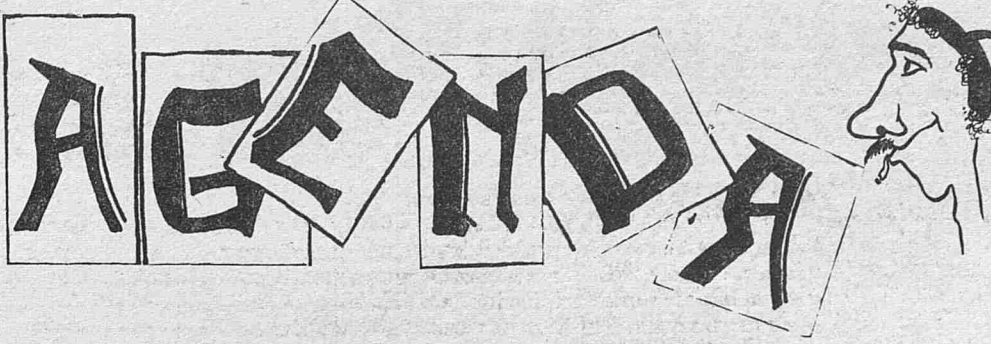
La Mouette d'Anton Tchekhov mise en scène d'Otomar Krejca. Otomar Krejca est tchèque, son travail a marqué la vie culturelle de son pays pendant de longues années.

### Musique

Théâtre Noir, 23 rue des Cendriers 20ème. Dim. 11 à 17H. Lund. 12 à 20H45, *Bovit* funky reggae, musique moderne d'Afrique.

Concert de musique brésilienne, le Groupe Xoro Roxo, le 22 mai au Foyer International d'accueil de Paris, 30 rue Cabanis, 20H30.

Moulin Rouge du 7 au 11 mai. Abdelkader Chaou un des films spirituel de l'Hadj Hanka dont un hommage lui sera rendu.



Interclub 17, au centre culturel 17, 47 rue de Saussure, 75017. Tél, 227 68 81, organise avec la collaboration d'associations et de groupes du 17ème arrondissement et, Sans Frontière.

A l'Olympia le 10 mai, Mahtoub Lounes musique et chant kabyle, à 15H, prix des places 35F.

Mardi 6 mai : à 20H30, Carlos Andreeu, Heidi Guella,

Exposition de peintures organisée par le mrap durant tout le mois de mai au parc Floral, Bois de Vincennes. Plus de cent artistes participeront à cette fête de la peinture en offrant à des prix accessibles : lithographies, gravures, et affiches.

Exposition de photos de 7 photographes mexicains : Sept

Travailleurs marocains en Hollande, et L'Union des Travailleurs Marocains en Allemagne.

Asnières Samedi 17 mai à Pantin à 14H30. Centre Robert la Vergne, 11 rue Robert Lavergne à Asnières, 4 routes. Information sur la loi Bonnet, les expulsions et le problème de la nationalité organisée par une équipe d'animateurs et travailleurs sociaux d'ASTI d'Asnières.



Chapelle des Epinettes, 75017. Paris. Places : 15 et 20F.

Mercredi 7 mai : 18H, exposition débat, organisée par le CODEP, sur le Tiers-Monde vu à travers les livres scolaires. 20H30, film : *Genèse d'un repas* de Luc Moulet, débat avec Sans Frontière sur les rapports économiques Occident-Tiers Monde. Participation aux frais : 5F.

Vendredi 9 mai : 20H30, film *Winter Thionville* débat sur la crise économique animée par l'ASTI, participation aux frais : 5F.

Samedi 10 mai : 20H, ballet africain et repas africain par les résidents sénégalais d'un foyer du 17ème, débat sur le logement. Places : 15 et 20F.

### Expositions

Exposition de tapisseries murales du Pérou de Yuri jusqu'à fin mai au centre culturel latino-américain, 6 rue des Fossés St-Marcel, Paris 5<sup>e</sup>.

Portafolos Jusqu'au 30 mai au Centre culturel mexicain, 47 bis avenue Bosquet, 7ème.

Exposition de peinture de Marcel de Cargaleiro, 7-27 mai, centre culturel portugais, 51 av. d'Iéna Paris 16<sup>e</sup>.

### EXPOSITION :

Paris : Rachid Khimoun (peintures et collages) du 5 au 17 mai au 29 rue de Bourgogne 75007 Paris, galerie Peinture Fraiche.

## BANLIEUE

L'Choisy le Roi La communauté Chrétienne des Capverdiens organisent une fête (théâtre, chansons, jeux, etc...) le 10 mai. Pour tous renseignements 8 bis, Choron 9ème, Paris.

Argenteuil Festival Marocain en Europe. Le 25 mai, organisé par l'Association des Marocains en France, Le Groupement démocratique marocain en Belgique, L'Association des

Villiers le Bel Centre Socio-culturel Allende 10 boulevard Allende à 20H30. Fauzi Al Aiedy. Tél 990 67 92.

Créteil Quinzaine de l'amitié Sans Frontière du 7 au 8 mai. Cinéma Sans Frontière. Film algérien sur l'immigration, sur la seconde génération. Théâtre et débats auront lieu. Pour tous renseignements de chaque détail, tél : 606 15 68, de cette quinzaine, 207 63 63.

Clôture de cette quinzaine le 18 mai à 14H30 par Djamel Allam

Montigny la Corneilles. Salle de la rue de la Fontaine Charlot, Dimanche 18 à 15 heures la troupe Nedja présente le Cirque d'Ammar.

## PROVINCE

### BRIVE :

Troupe Kahina : « Famille Ben Djelloul en France depuis 25 ans », le 10 mai à 15h à la M.J.C. avenue de La Gare, 19100 Brive.

### ROUBAIX :

Théâtre : troupe Kahina, « Famille Ben Djelloul en France depuis 25 ans », le 18 mai à 15h au théâtre Pierre de Roubaix.

Orléans Animation sur les contes maghrébains le 17 mai à 17H30, au Centre d'Animation Culturelle, par Malika Bougeant, d'origine marocaine. Elle raconte des histoires d'ici et des histoires d'ailleurs. Son public, des enfants qui parfois l'interrompent et se mettent à raconter eux aussi des histoires de leur pays.

Nantes mardi 6 mai, 20H30, Bourse du Travail. Soirée consacrée aux problèmes économiques du Tiers Monde. Projections d'un film *Le pillage au Gabon*. Jeudi 8 mai, 20H30, Maison des Associations, projection d'un montage sur le Nicaragua. Vendredi 9 mai, 20H30, Maison des Associations, derrière l'Apartheid, projection du film *La dernière tombe à Dimbaza*.

Nuits d'Afrique, organisée par la FEANF à la Cité Universitaire Launay Violette, Mardi 6 mai : film débat sur le thème de la répression à 20H30 Jeudi 8 mai : soirée culturelle avec poèmes, ballets, danse et sketches à 21 heures. Samedi 10 mai, bal de clôture à 21 heures.

Bourges Le théâtre Avaricum de Bourges présente sa nouvelle création *Ou Ahdania-Solitude*. Un immigré seul face à la misère sexuelle, à la solitude, à la société de Bonnet, Stoléru. Une image de femme, née de ses rêves et de la rencontre d'autres solitudes l'aideront. MJC Malus à 21H le vendredi 16 mai.

Rhône Haute Savoie. Ecole maternelle le mardi 6 mai. Berha Gharbi (musicien, compositeur-interprète). Tunisien vivant à Annecy depuis 20 ans.

Il joue de plusieurs instruments et du luth. Il fait découvrir aux jeunes enfants la musique d'une culture millénaire, celle des peuples arabes. Jeudi 8 mai, il sera au Groupe

scolaire du Centre Meythet, Haute-Savoie. Vendredi 9, Sam. 10, lundi. 12, mardi 13, Ecole de Bonneville Haute-Savoie. Vendredi 16, Ecole Primaire Evian les Bains, Haute Savoie.

## DERIVES

L'Office municipal des Migrants de Créteil après *Le rôle économique des travailleurs immigrés et leurs revendications*, sortent une deuxième édition *Sueurs et Larmes* les immigrés face à l'administration. Cas recensés par sos refoulement Créteil.

Une petite équipe de la population pénale du Centre de Détention de Muret, tire à l'Offset un journal : *le Yoyo*. Au sommaire : l'or, mythe ou métal, l'homme en larmes d'or, poèmes, alchimie ? Bof ! Requiem par la jeunesse. BD. Histoire de rire... Ils ont besoin d'abonnements. Le Yoyo BP 3127 31600 Muret.

L'économie en question bulletin d'information économique. Dossier *Le pétrole Vert*, quelle réalité ? Café : Vers une OPEC. Presse : L'ordinateur contre l'emploi. Immigré : la valise ou... ? 6 rue Melingue 75019 Paris.

APL Journal d'information de la région de Nantes. Reportage photo sur la notice. Les Naufrages du Quai de Centilles.

# AKLI YAHIATENE

## Un chanteur... un témoin de l'exil

A la suite d'un article que nous avons écrit sur les prisons, nous avions légendé une photo par un extrait d'une chanson très populaire dans l'immigration maghrébine : « Ya el moujarrab » (le paria). Cette chanson a vingt ans. Pourtant, il n'est pas rare de l'entendre encore aujourd'hui dans les cafés arabes. Son auteur, Akli Yahiatene l'a composée en prison un jour qu'il était au mitard, et qu'un rat lui avait mangé le seul clope qui lui restait.

Akli écrira une autre chanson lorsqu'il sera arrêté comme membre du F.L.N. : Ya el menfi (l'exilé).

Comme nous sommes un peu branchés à « S.F. » sur la mémoire immigrée, on s'est dit : pourquoi ne pas aller causer un peu avec lui. Rendez-vous pris, nous sommes allés le voir dans son café rue des Orteaux dans le 20<sup>e</sup> arrondissement.

A travers son long exil, la communauté algérienne a produit des poètes, des chanteurs, véritables témoins de leur époque, tels Dahmane El Harrachi, Slimane Azem, El Hasnaoui, Salah Sadaoui.

Akli Yahiatene est un chanteur d'expression kabyle, mais ses deux chansons les plus célèbres au Maghreb sont celles qu'il a composées en arabe dont « Ya el moujarrab » en argot algérois. Il a aujourd'hui 47 ans, il débarque en France en 1952 sans un sou et en « brûlant » le bateau et le train à la fois. Il mena une vie errante, et fut même garçon de café au célèbre « Dupont de Montparnasse ». Seuls les gendarmes sont arrivés à le fixer en allant le cueillir pour le service militaire. Comme insoumis, il doit rejoindre son corps à Milliana avec comme seule compagne sa mandoline.

Démobilisé en 1956, il entre chez Citroën comme O.S. Il sera par deux fois envoyé en prison sur dénonciation comme collecteur de fond du F.L.N. Après l'indépendance, il est souvent retourné au pays où son succès l'avait précédé.

— S.F. : Akli, tu résides depuis combien de temps en France et quand as-tu commencé à chanter ?

— A.Y. : Je suis venu en France en 1952... La musique, c'est venu tout seul ; j'aimais beaucoup la musique et je jouais de la guitare (mandoline)... Je n'avais jamais pensé qu'un jour, je ferai des disques et que je chanterai pour un public.

— S.F. : Quel âge avais-tu quand tu es venu en France ?

— A.Y. : C'était en 53, j'avais 19 ans.

— S.F. : Quelle était la vie en France à ce moment-là ?

— A.Y. : Chaque époque a son type ; il n'y avait pas beaucoup de cafés par exemple, à cette époque ; c'était avant la révolution.

— S.F. : Quel est ton public et comment manifeste-t-il son intérêt pour toi ?

— A.Y. : Mon public, c'est ceux qui me connaissent... Je ne peux pas le connaître avec exactitude, il est composé un peu de tout. Je fais beaucoup plus de soirées (galas) en Algérie qu'ici en France ; et puis, j'ai des disques qui se vendent en Tunisie, au Maroc... Enfin, j'ai un public varié.

— S.F. : Tu as enregistré combien de disques depuis que tu chantes ?

— A.Y. : Environ une vingtaine, surtout des 45 tours et mon premier disque date de 1959.

— S.F. : Comment ça s'est passé la première fois ?

— A.Y. : A l'époque, en 58-59, à RTL, on faisait passer tous les dimanches des amateurs, des Arabes, des Kabyles... J'ai été chanter plusieurs fois. Le type qui s'en occupait, Amraoui Missoum m'emmenait.

— S.F. : Qui jouait en France à l'époque ?

— A.Y. : Il y avait Blond-Blond, Amraoui Missoum qui était chef d'orchestre et qui composait pour Salwa, il y avait aussi Mohamed ben Chraieb... On travaillait tous ensemble en ce temps-là... Même Enrico Macias a fait des émissions avec nous...

— S.F. : Quels sont les chanteurs qui t'inspirent ?

— A.Y. : J'aime la chanson qui me touche, ce que j'aime dans la musique, c'est la « note » et la note, c'est universel.

— S.F. : Et ce que tu fais ?

— A.Y. : Non, ce que je fais n'est pas universel... C'est un genre... Il faut savoir varier. Comme le dit un proverbe arabe « kol tayr yalgha belghah » (en littéral, chaque oiseau a son langage). J'aime beaucoup Hadj Mohamed El Anka, Ali Riahi, Abderrahmen Aziz qui a introduit le premier le chaâbi moderne à l'époque.

— S.F. : A l'âge de dix ans, tu pensais chanter ?



Dessin de Saci

— A.Y. : Non, même pas à l'âge de 20 ans et j'aimais en même temps la musique... surtout la guitare, le qanun (cithare arabe).

— S.F. : Ta chanson Ya el menfi (l'exilé) est devenue très populaire au Maghreb, elle est même reprise par les nouvelles générations, que t'inspire son succès ?

— A.Y. : C'est une chanson... d'époque... Elle est venue dans un contexte révolutionnaire et elle en a peut-être la manière. Mais elle touche ma génération à moi, car on a trop souffert de la guerre. Quand il y a une guerre, il y a toujours le mal. Pour moi, personnelle-

ment, je préfère d'autres chansons composées en kabyle.

— S.F. : Et Yal moujarrab (le paria), elle aussi, elle a un style qu'on appelle le jeu « voyou »...

— A.Y. : Yal Moujarrab est une chanson réaliste... C'est une chanson honnête que je chante en arabe algérien. Je l'ai faite en prison à partir d'un petit événement. J'étais au mitard et j'avais un paquet de cigarettes que j'ai consommé en dix jours ; une nuit, il me restait une cigarette que j'ai préféré garder pour le lendemain matin. Les rats me l'ont prise le soir. Le jour même, j'ai composé cette chanson.

— S.F. : Quel est l'événement qui t'a le plus marqué dans la vie ?

— A.Y. : Il n'y a pas d'événement qui me marqua particulièrement ; j'ai eu dans ma vie plusieurs moments de bonheur et d'autres de malheur... Plutôt une chose m'a marqué, c'était au moment de l'indépendance en 62. J'étais très heureux à la fois par l'événement lui-même et aussi parce qu'on a fait beaucoup de galas partout en France. Les journaux parlent de nous et, chose à laquelle j'avais jamais pensé auparavant, on nous demandait des autographes !... Ça m'a fait beaucoup de plaisir.

— S.F. : Tu fais partie de la première génération de l'immigration, que penses-tu de la situation actuelle ?

— A.Y. : Il y a un très grand changement. Tout d'abord, je pense que les immigrés d'aujourd'hui, avec le développement des transports et des voyages traversent plus vite les distances. Avant, c'était long, coûteux et hasardeux que d'émigrer... C'est le temps qui a changé ; le monde se rapproche... Avant, c'était quand même très pénible de risquer le voyage, parce qu'à l'arrivée, il y a la misère et on dort dans les caves. En comparaison, la période actuelle a un côté luxueux qui n'existait pas dans le temps.

— S.F. : Le jour de l'armistice en 1945, tu défiles avec d'autres enfants dans les rues d'Alger en chantant des hymnes patriotiques, la police intervient et tu te retrouves dans une maison de redressement.

— A.Y. : A cette époque-là, j'avais 12 ans, des hommes sont venus nous voir à la Kasbah avec un drapeau. Ils nous ont lu un communiqué qu'ils tenaient à la main et nous ont demandé d'aller afficher cet avis en criant « vive l'Algérie ! ». On a été et la police nous arrêta. J'ai passé sept mois dans la maison de redressement de Bir-Khadem.

— S.F. : Quand tu as commencé à fréquenter le milieu artistique ?

— A.Y. : En 56-57 ; il y avait Hanifa, Ouarda dont le père tenait un cabaret rue St-Séverin, appelé le Tam-Tam. J'ai chanté avec son compositeur qui s'appelait Zaki Khraief un juif tunisien. C'est lui qui lui a composé « Ya mraouah lebled ». C'était aussi le mari de Louisa Tounsia, vous connaissez ?

— S.F. : Non... !

— A.Y. : Celle-là, c'était une grande dame de la chanson...

Propos recueillis par  
Aziz G. et Farid A.

**Achetez**  
**«Sans Frontière»**  
**dans les kiosques**

Avis à nos lecteurs, au vu de notre situation financière, pour les convaincus (et si vous voulez le recevoir encore), il est urgent de vous ré-abonner, en tout cas pour ceux qui le sont déjà... Pour les autres, il suffit de le faire. Alors, n'attendez plus, ré — ou abonnez-vous.

**ABONNEZ-VOUS**

**REABONNEZ-VOUS!!!**

**sans frontière**